

INpreCOR

Numéro 316 du 12 au 25 octobre 1990 ♦ 15 FF 4 FS 85 FB

AFRIQUE DU SUD : l'ANC dans l'impasse

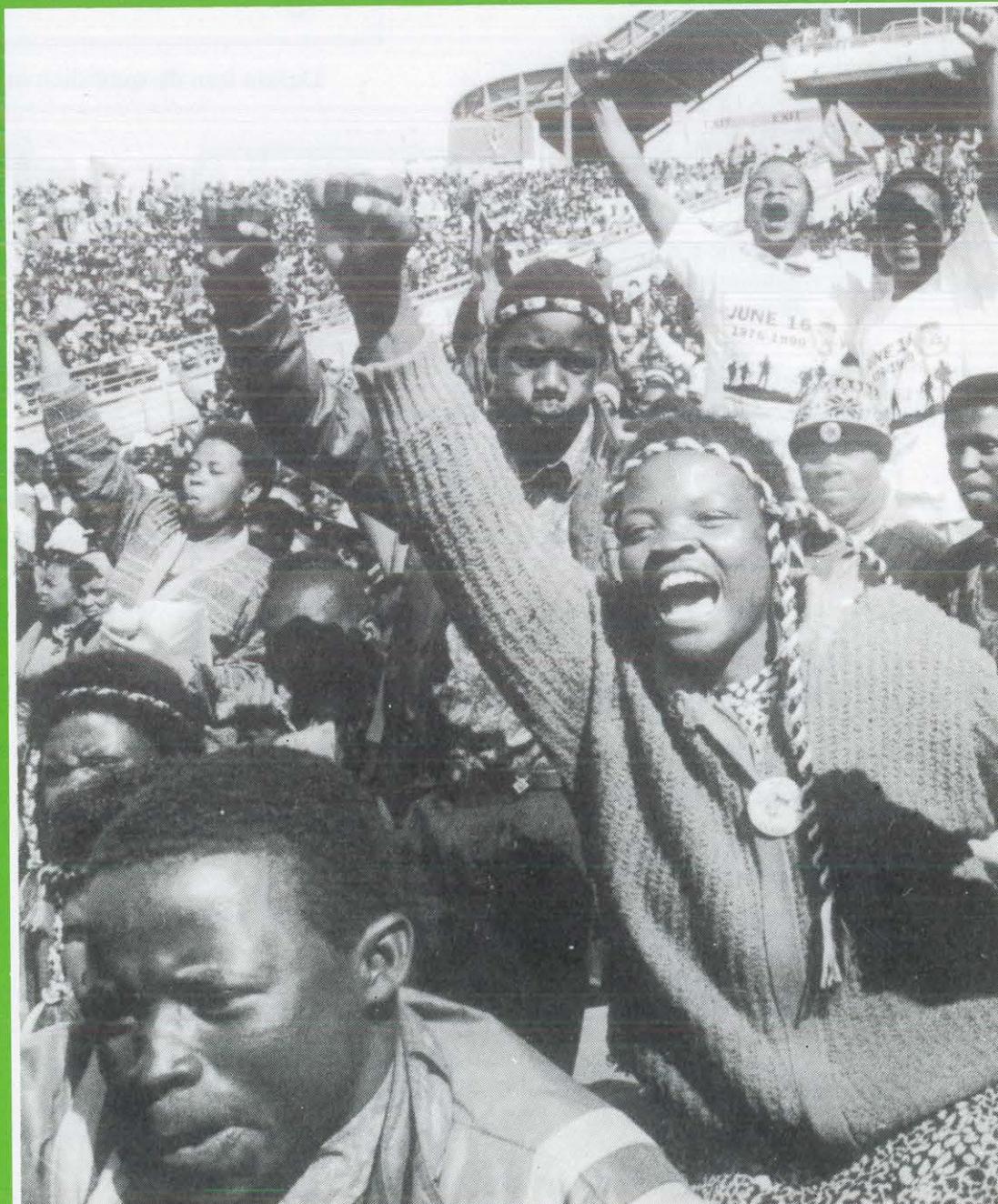
YOUGOSLAVIE

Au bord de
l'explosion



URSS

Le marché de
tous les dangers



AMERIQUE
LATINE

Achète continent
désespérement...

**SOMMAIRE DU NUMERO 316
DU 12 AU 25 OCTOBRE 1990**

**3
UNION SOVIETIQUE**

Chaos et marché
Catherine VERLA

**5
L'hiver de tous les dangers**
Interview de Nikolai PREOBRAJENSKI

**8
RDA /RFA**
L'avortement contre l'anschluss
Angela KLEIN

**10
YUGOSLAVIE**
Vers la désintégration ?
Michèle LEE

**13
AFRIQUE DU SUD**
L'ANC dans l'impasse
Peter BLUMER

**18
AMERIQUE LATINE**
Un continent en vente ?
Alfonso MORO

**21
PHILIPPINES**
Droit d'asile pour José Maria Sison
Paul PETITJEAN

**22
TURQUIE**
Sur les traces de l'Empire ottoman
Fuat ORÇUN

**24
ALGERIE**
Solidarité et pétrole
Interview de SAID

**25
GOLFE**
Réactions internationales
26
Contre l'intervention
SU de la IVe Internationale

**24
PALESTINE**
Les mobiles du crime
Salah JABER

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.



Dessin issu du quotidien argentin Pagina 12.

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Éditée par PEC (Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - Europe
140 FF pour six mois. 280 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient - DOM-TOM
155 FF pour six mois. 310 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
180 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Pli fermé
France : 200 FF pour six mois. 405 FF pour un an.
Europe : 215 FF pour six mois. 430 FF pour un an.
Autres continents : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.



Abonnement

Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (100 FF, 6 mois)

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Chaos et marché

Les républiques d'Union soviétique se font la guerre économique et dressent des barrières douanières entre elles, alors que beaucoup de leurs soviets se sont prononcés pour l'introduction des réformes de marché. La Lettonie applique des quotas à ses exportations (même en direction des autres Pays baltes) ; Moscou interdit aux habitants des autres républiques de venir s'approvisionner dans ses magasins ; l'Ukraine gèle ses ventes de viande à l'extérieur (le prix de celle-ci est plus bas que celui fixé dans la Fédération russe, par exemple) ; la République de Komis menace de bloquer ses livraisons de bois et de pétrole ; celle de Iakoutie veut avoir des prérogatives sur ses mines d'or et de diamants, et la Carélie veut limiter l'accès du transit sur ses voies ferrées...

C'est dans ce contexte chaotique que le Soviet suprême d'URSS a fini par doter son président des pleins pouvoirs.

Mais de quels pouvoirs s'agit-il et pour quoi faire ? Et surtout, où est le pouvoir ?

Catherine VERLA



LA TOUTE première des questions concerne l'"Union" soviétique. Gorbachev a-t-il encore les moyens d'imposer une politique qui ne serait pas celle souhaitée par chacune des républi-

ques, désormais souveraines ou indépendantes ? Le Soviet de la Fédération de Russie, nouvellement constituée comme république souveraine dirigée désormais par un fort populaire Eltsine, a récemment voté (sans en avoir lu le texte...) la réforme radicale dite en "500 jours" de "transition au marché". Or, en dépit d'un accord affiché avec cette réforme-là, opposée à celle de Ryjkov, Gorbachev vient de prendre avec ses nouveaux pouvoirs des mesures centralistes. La confusion est telle, pour l'instant, que le début d'application de la réforme Eltsine, dans la République de Russie, vient d'être reculé.

On peut s'attendre, au-delà des programmes ou des stratégies divergents, à l'apparition de conflits croissants sur la propriété qu'il est question de privatiser. On l'a déjà vu pour l'or ou les diamants : appartiennent-ils à la Fédération ? A la Russie ? A la région où il se trouvent en Russie — et qui vient de se déclarer autonome ? Aux travailleurs des mines qui les exploitent ? On peut, de toutes façons, présumer que de puissantes résistances s'expriment contre toute décision du "Centre" passant par-dessus le Parlement républicain. Il en sera ainsi pour chacune des républiques, à ceci près que la Fédéra-

tion de Russie couvre plus de la moitié du territoire et possède l'essentiel des ressources de ce qu'on peut encore appeler l'URSS. A supposer qu'il existe des "programmes" réellement distincts, de quels relais disposerait le président suprême pour imposer ses vues ?

Que fera l'armée ?

L'armée est à l'évidence la grande inconnue et un enjeu de taille. Elle tirait son unité éventuelle de sa fonction dans le système de Parti/Etat unique. Loin d'être autonome (quels que soient les intérêts spécifiques qui s'y exprimaient), elle était l'organe exécutif du bureau politique lorsque celui-ci était doté du pouvoir. La remise en cause du "rôle dirigeant" du Parti, l'affirmation croissante du pluralisme politique et l'éclatement de l'Union ne peuvent manquer de se traduire par de multiples lignes de fractures politiques, nationales et sociales au sein de l'armée.

Ces fissures politiques peuvent surgir entre courants conservateurs et réformateurs libéraux mais aussi, plus largement, entre partisans d'une utilisation de l'armée pour (r)établir l'ordre et ceux, de plus en plus nombreux qui, dans le corps des officiers, se sont déclarés résolument hostiles à tout usage de celle-ci contre la population. Les divisions nationales, ensuite, ne manqueront pas de se manifester avec la revendication croissante des jeunes appelés de faire leur service dans leur république, et les prises de positions récentes émanant du Soviet de Russie ou d'officiers d'autres républiques, excluant l'usage de l'armée contre les populations. Les clivages sociaux, enfin, s'exprimeront entre les nantis du régime et les nou-



veaux pauvres et déclassés de l'armée (ceux qui s'en reviennent par milliers des ex-pays frères où stationnaient les troupes du Pacte de Varsovie, ceux qui ont perdu en Afghanistan souvent bien plus qu'un bras ou une jambe, mais leur âme, dit-on). Il règne dans cette armée déchirée une violence dont le récent Congrès des mères de jeunes appelés a donné la mesure : plus de 15 000 jeunes ont été sauvagement tués ces cinq dernières années pendant leur service militaire (autant qu'en dix ans de guerre en Afghanistan). Eltsine, lorsqu'il a su sortir discrètement son mouchoir devant les écrans de télévision, a répondu à ces mères qui demandaient protection pour leurs garçons, qu'ils feraient leur service dans leurs républiques d'origine, d'une part et qu'on accélérerait le processus de formation d'une armée de métier, d'autre part.

En bref, l'armée est tout sauf un point d'appui stable pour une politique répressive. Il n'empêche que, face au chaos croissant, une politique de la main de fer est de plus en plus attendue. Mais attendue par qui et pour quoi faire ?

Et les "conservateurs" ?

On dit que la dégradation de l'approvisionnement est le produit d'un sabotage visant à préparer une intervention armée. La disparition soudaine du pain a fait l'objet de multiples interprétations (pas nécessairement incompatibles) : depuis le ras-le-bol de travailleurs particulièrement sous-payés jusqu'au délabrement d'équipements désuets, en passant par le sabotage délibéré des libéraux ou des conservateurs cherchant respectivement à préparer "leur" main de fer. Le fait est

qu'une intervention musclée peut viser soit à imposer le marché, soit à bloquer le processus des réformes libérales, soit... à chevaucher les tigres, tant bien que mal : ce qui semble encore correspondre au pragmatisme d'un Gorbatchev qui, moins que jamais, paraît doté de cohérence.

Le retour au centralisme passé est tout simplement désormais impossible, au moins à l'échelle de l'"Union". L'appareil conservateur reste certes enraciné dans le système, mais n'a pas véritablement d'orientation crédible à proposer. La mise à l'écart de Ligatchev, le "ventre mou" des délégués de l'appareil lors du récent congrès du PCUS, les votes du Soviet de Russie (très partagés quand il s'est agi d'élire Eltsine, puis soudainement quasi unanimes pour appuyer sa ligne de réforme), constituent autant de révélateurs. Les seules formes d'expressions politiques des courants conservateurs sont actuellement le nationalisme grand-russe de Pamiat et le Front uni des travailleurs (avec une intersection commune) (1). Mais, pour l'instant, le premier est moins fort en URSS que la formation d'extrême droite de Le Pen en France (il n'a guère remporté de succès électoraux et ses meetings restent très minoritaires) et le second, hétérogène, n'a pas réussi de véritable percée parmi les travailleurs.

Un libéralisme "à visage humain" ?

Le mot "conservateur" désigne d'ailleurs une réalité mouvante : l'appareil en tant que tel n'est conservateur (contre le changement) que dans la mesure où il y voit son intérêt. Dans le contexte de crise politique du Parti/Etat — où être membre du Parti risque de ne plus assurer l'avenir — et de crise économique, les anciens mécanismes de pouvoir ne sont plus "payants". Tout est question de rapports de force et de crédibilité de telle ou telle orientation. Vaut-il mieux s'entendre avec le "Centre" contre les travailleurs, avec les travailleurs contre le "Centre", ou contre le "Centre" et contre les travailleurs avec, pour soi, l'argent et le marché ? La réponse est évolutive, bien sûr, elle dépend aussi du comportement des travailleurs face aux réformes, et finalement des chances face au marché (les usines ou branches en bonne position pour exporter, par exemple, connaîtront des directeurs plus ambitieux dans leur volonté d'émancipation des pouvoirs centraux).

Elsine incarne, pour l'instant, un cours libéral marchand radical ; il bénéficie d'un très grand capital de confiance lié à ses conflits passés avec l'appareil, à ses discours contre les privilèges et, en tout

dernier lieu, à l'affirmation d'une fédération russe souveraine facilitant les relations bilatérales entre républiques "par dessus" le "Centre". Mais, si les partisans d'un libéralisme thatchérien affichent de plus en plus la nécessité d'une main forte pour imposer des mesures impopulaires, le discours de Eltsine (et la présentation faite par Chataline du programme en "500 jours") promet le bien-être, pour tous, et pour tout de suite...

D'où le paradoxe : le programme de réforme proposé par le gouvernement Ryjkov, supposé plus "conservateur", a été critiqué pour son atteinte au niveau de vie populaire alors que le projet Eltsine/Chataline, libéral-marchand, est supposé le protéger... Par quelle opération du Saint-Esprit cela est-il possible ? Quelles sont les différences entre les deux programmes ?

Les objectifs ultimes sont sans doute les mêmes : parvenir à établir une économie fonctionnant sur des bases libérales marchandes. Les véritables divergences au sommet renvoient pour l'instant, surtout à des questions de stratégie (ou d'évaluation des risques) : comment aller vers le marché généralisé, sans perdre le pouvoir (sans une explosion sociale et une dynamique incontrôlable) ?

Le projet Ryjkov est dit trop "administratif", parce qu'il veut conserver le contrôle des prix tout en changeant leur structure dans le sens des prix mondiaux : il ne fait pas confiance aux automatismes marchands ; en outre, il conserve (au moins pendant une transition aux bornes indéterminées) une certaine centralisation des investissements et limite la privatisation, notamment dans l'agriculture.

Le deuxième projet veut s'en remettre au marché pour imposer les "bons prix" et les orientations productives, mais après une période dite de stabilisation : pour éviter l'envol inflationniste, il s'agit de diminuer la quantité de monnaie en circulation en vendant le maximum de biens durables (logements, privatisation des kolkhozes, ventes d'actions et diverses formes de "désétatisation" des entreprises). Face à la demande pressante de biens de consommation, il s'agira d'augmenter les importations et de démanteler les monopoles. Les prix seraient libéralisés ensuite, sauf pour quelques biens de consommation essentiels et de production stratégique. Les subventions et le budget d'aide internationale seraient drastiquement réduits.

Le discours qui a accompagné la présentation du programme radical (Elsine/Chataline) est loin d'être un appel aux sa-

crifices inévitables en vertu des bienfaits du capitalisme. L'URSS n'est pas (encore) la Pologne. Pour faire passer la pilule, on parle de liberté et de droits de l'homme, on dit de la politique "anti-populaire" du passé qu'elle s'est appuyée sur une « concentration entre les mains de l'Etat de pratiquement toute la propriété » qu'il faut, désormais, « rendre aux gens » (2). On ajoute que « la privatisation doit être absolument un processus volontaire et non pas se transformer en collectivisation à rebours », on parle du libre choix de chacun et de son droit à « vivre mieux tout de suite ».

Le marché contre l'autogestion

Mais, au-delà des discours, on assiste à une irrésistible évolution dans le sens souhaité par les créateurs occidentaux dont on attend le soutien (3). On assiste à une censure de plus en plus pesante à l'encontre de toute velléité d'expression de "troisième voie" : deux sons de cloches dans les médias ont pour l'essentiel droit d'expression : celui qui résonne comme "conservateur", ou celui qui claironne son "radicalisme" porteur du seul espoir possible de « vivre normalement » (l'expression revient souvent, pour désigner la façon de vivre à l'Ouest). Il faut dire qu'au-delà de la censure policière, on trouve aussi l'auto-censure — la difficulté de prononcer certains mots dévalorisés et de parler comme les conservateurs, d'apparaître comme des naïfs utopistes empêche certains d'aller de l'avant aux côtés de ceux qui sont enfin décidés à agir pour sortir du tunnel ; le radicalisme apparaît du côté du marché.

Le marché "régulé" était le grand mot des phases antérieures, assorti y compris de nouveaux droits des collectifs de travailleurs (certes encore bien flous et contradictoires). Mais, depuis juin 1990, la loi a modifié ces prérogatives dont certains travailleurs avaient ici ou là commencé à s'emparer : la tendance à l'œuvre dans toute l'Europe de l'Est se manifeste aussi ici ; on est passé de l'ère des réformes à celle des projets restauracionnistes. Mais on dit en même temps que le capitalisme n'est plus ce qu'il était, que l'actionnariat ouvrier s'en est emparé, bref que le socia-



1) Voir *Inprecor* n° 304 du 9 mars 1990.

2) Voir l'article de Chataline, *L'Homme, la liberté, le marché* présentant la réforme dans les principaux médias, le 4 septembre 1990.

3) Voir *Inprecor* n° 313 du 13 juillet 1990.

lisme en émerge, presque naturellement ... et qu'il s'agit de reprendre le cours normal de l'histoire pour aller dans ce sens-là. L'autogestion yougoslave en crise et le besoin d'être raisonnable pour obtenir les capitaux étrangers donnent une base "rationnelle" à la remise en cause des faibles éléments d'autogestion ouvrière auxquels on faisait appel auparavant : la propriété doit se "payer" pour rendre les gens responsables. La "désétatisation" doit prendre la forme principale de l'actionnariat — théoriquement.

Plusieurs facteurs s'opposent à cette "désétatisation". Tout d'abord, l'argent disponible. On a évalué le montant de l'épargne disponible : elle ne représenterait au mieux que 20 % de la valeur (évaluée on ne sait trop comment, d'ailleurs, par les experts) des fonds sociaux privatisables — et ceci, qu'il s'agisse de l'épargne populaire, de celle des milliardaires ou de la mafia. En outre, pourquoi acheter des actions d'entreprises, manifestement peu à mêmes de supporter le choc de la compétition mondiale, au moment où l'on annonce l'arrêt des subventions ? La privatisation des ateliers et petites entreprises de service et de commerce ne posera pas trop de problèmes. Mais, comme en Pologne et en Hongrie, la pierre d'achoppement sera l'industrie. On peut certes fixer le prix des actions très bas, voire les distribuer gratuitement (comme c'est envisagé en URSS, en dépit des discours sur le fait qu'on n'est vraiment motivé à bien gérer que ce que l'on a acheté). Mais on aura alors seulement remplacé les primes au rendement par de pseudo-dividendes sur les bénéficiaires, accompagnés du risque de faillite et de licenciement. Qu'y gagneraient les travailleurs ?

Et pratiquement ?

Un "Front des forces autogestionnaires de gauche" vient de se constituer pour rédiger une *Lettre ouverte* s'opposant au processus de transformation de l'URSS en un vaste chaos capitaliste bureaucratique bradé au capital étranger. Mais les signataires représentent de très petites formations : le nouveau Parti socialiste (quelques 3 500 membres), l'aile autogestionnaire de la Plate-forme marxiste du PCUS (4), ce qui reste d'un peu socialiste dans la Plate-forme démocratique désormais très éclatée, des anarchosyndicalistes, des écologistes et des sociaux-démocrates de gauche.

Parallèlement, une réunion d'environ 40 collectifs de travailleurs de grosses entreprises s'est tenue en septembre 1990, dans l'usine Togliatti ; la résolution issue de cette rencontre proteste contre la loi de

juin 1990 diminuant leur pouvoir au bénéfice des directeurs. L'aspiration à un contrôle du processus de "désétatisation" s'exprimera logiquement dans des réactions ouvrières de ce type, et ce pour de simples raisons d'auto-protection.

Mais les travailleurs subissent aussi l'absence de projet cohérent alternatif soutenu et exprimé par des forces significatives. On a dit que les partisans d'une "troisième voie" étaient étouffés. En revanche, face au conservatisme, les médias sont grands ouverts à la propagande libérale, soutenue avec des moyens non négligeables par les syndicats américains, qui n'ont pas hésité à envoyer en URSS des représentants permanents et à inviter des délégations de mineurs aux Etats-Unis. Ceux-ci n'ont pas manqué de vanter les mérites du capitalisme à leur retour.

Il n'y a pas là seulement qu'un effet de propagande, bien sûr. Les conditions de travail et le niveau de vie dans les pays capitalistes développés sont évidemment incomparablement meilleurs qu'en URSS. Toute la logique de la propagande libérale consiste à, d'une part, laisser croire que les gains ouvriers sont les produits "naturels" du marché et du capita-

lisme, d'autre part, et surtout, que l'ouverture de l'URSS au marché mondial capitaliste conduirait tout aussi "naturellement" aux mêmes résultats. La monstruosité de l'appareil bureaucratique et de ses dégâts porte les travailleurs à vouloir la décentralisation marchande — quitte à réagir ensuite, pragmatiquement, contre ses effets. La souveraineté n'est plus désormais la revendication des seules républiques : chaque région, chaque quartier, chaque usine — pour autant qu'il y ait là des ressources soit consommables, soit exportables — veut se l'approprier ; c'est la logique du chacun pour soi. De ce chaos grandissant émergeant ici ou là, de façon le plus souvent éclatée, des processus moléculaires de reconstitution de certaines solidarités, et des résistances à la fois anti-bureaucratiques et anti-capitalistes. Le front de gauche qui vient de se constituer est au départ doté de très faibles forces. Mais c'est un point d'appui pour reconstituer par en bas une cohérence, celle d'un socialisme digne de ce nom. ★

4 octobre 1990

4) Voir *Inprecor* n° 310 du 1er juin 1990.

L'hiver de tous les dangers

Nikolaï Préobrajensky est un vétéran de la lutte anti-bureaucratique en Union soviétique. Il a participé à la création du Front populaire de Léninegrad, ville dont le maire, Anatoly Sobtchak, a quitté le PCUS lors du 28e Congrès.

Préobrajensky milite aussi dans le Parti socialiste, nouvellement créé, aux côtés de Boris Kagarlitsky (voir *Inprecor* n° 304 du 9 mars 1990). En juillet 1990, *Inprecor* l'a rencontré à Léninegrad.

INPRECOR : En visitant Léninegrad, on est frappé par le fait que tous les hommes politiques, quelle que soit leur tendance politique, ont le même discours. Selon eux, la situation catastrophique de l'économie soviétique ne peut se régler que par les réformes de marché. Pourquoi cet état d'esprit ?

Nikolaï PREOBRAJENSKY : En effet, la majorité des hommes politiques pense que notre économie ne peut fonctionner efficacement, dans l'avenir, que par le marché. Ceci est dû à la propagande massive de la direction du Parti qui, depuis des années, prône cette voie ; les

journalistes, les chercheurs, les savants, ne font que reprendre cette théorie. En outre, il faut souligner qu'aujourd'hui on a le droit de proclamer tout haut de telles idées (auparavant ceux qui étaient de cet avis se taisaient ou répétaient le laïus selon lequel notre "économie socialiste" était la meilleure).

Par ailleurs, il faut tenir en compte que, depuis des années, les niveaux de vie, de production et d'efficacité de l'Occident sont bien supérieurs aux nôtres et que les différentes tentatives de réforme réalisées jusqu'à présent ont échoué. Depuis quelques mois, surtout, les gens constatent l'échec total du système qui

existait en Europe de l'Est et l'engouffrement des pays de l'ancien "bloc socialiste" dans le marché.

◆ Tu expliquais tout à l'heure que les mesures les plus révolutionnaires de la perestroïka ont elles-mêmes eu des effets contradictoires ; les droits plus importants donnés aux travailleurs dans les entreprises, notamment, auraient accentué la désorganisation du système de production et de distribution et approfondi la crise.

En effet. En 1987, alors que le mouvement de masse était très faible, Gorbatchev a doté les conseils ouvriers de tous les pouvoirs quant à l'organisation interne de l'entreprise. C'était une tentative pour sortir l'économie de la crise où elle s'enfonçait.

Ces conseils ont alors pu nommer ou élire le directeur, fixer les salaires, organiser la production, répartir les denrées en nature, etc. Dans 90 % des entreprises, cela n'a rien changé, étant donnée l'inactivité de la classe ouvrière, et les mêmes directeurs se sont fait réélire. Mais dans les autres cas, les ouvriers ont réellement pris l'initiative. Les résultats n'ont pas toujours été ceux que Gorbatchev espérait.

Les travailleurs ont parfois élu des directeurs qui "trichaient mieux" avec l'administration centrale ; dans la mesure où ces derniers n'ont aucun pouvoir sur les objectifs fixés par le Plan, ni sur les sources d'approvisionnement, ni sur les finalités de la production, les salariés choisissaient le chef qui était capable d'obtenir la meilleure masse salariale.

A partir de là, les ouvriers ont aussi souvent refusé de travailler en *sovkhose* d'été (système d'enrôlement obligatoire d'un certain nombre de "volontaires" destiné à pallier à la pénurie chronique de main d'œuvre à la campagne, au moment des récoltes, ndlr). Ainsi, en cet été 1990, alors que la production de pommes de terre atteint un niveau record, on en perdra une grande partie faute de main d'œuvre.

Enfin, il n'y a eu aucun entraînement à l'investissement, même dans les entreprises qui en avaient le plus besoin ; l'habitude était prise depuis si longtemps de se demander « A quoi bon ? » avant d'entreprendre quoi que ce soit...

Les mesures les plus "révolutionnaires" de la perestroïka, concernant les entreprises, et dans un contexte général de passivité ouvrière, ont donc aggravé la situation de pénurie et de désorganisation. Ceci peut expliquer qu'aujourd'hui Gor-

batchev n'ait plus le soutien populaire dont il jouissait il y a trois ans.

◆ En tout cas, les gens retiennent que la situation économique empire ; qu'elle est plus mauvaise que sous Brejnev, que sous Khrouchev et même que sous Staline, en tout cas dans les grandes villes...

Ceux qui prétendent que c'est pire que sous Staline font de la démagogie ! A cette époque-là, on pouvait peut-être acheter de la vodka ou du caviar, mais peu de familles avaient un logement décent... Mais, si on compare la situation à celle d'il y a dix ans, sous Brejnev, ou même il y a trois ans sous Gorbatchev, il évident qu'elle a beaucoup empiré !

La population connaît surtout des dif-



ficultés de consommation, ce qui renforce le mécontentement ; mais il ne faut pas oublier les problèmes du système de production.

La situation d'ensemble se dégrade très rapidement.

◆ Faut-il donc avoir recours aux solutions occidentales de marché pour sortir du marasme ?

Il est certain qu'il faut faire un tournant et la majorité des solutions proposées s'orientent en général vers le marché.

A court terme, je pense que nous vivrons une situation de transition vers le marché où coexisteront deux tendances différentes. D'une part, la nécessité de mesures administratives et de commandement subsistera et, d'autre part, les mesures de marché seront mises sur pied. Mais si toutes les réformes qui vont dans le sens du marché de l'Europe de l'Ouest ou des Etats-Unis étaient implantées immédiatement chez nous, ce serait le chaos.

La question est de savoir ce que représente concrètement ce marché pour les pays d'Europe de l'Est, et pour l'Union soviétique en particulier.

◆ En effet, si tous les économistes se déclarent partisans du marché, aucun n'est capable d'expliquer comment l'URSS va y arriver, ni comment résoudre la coexistence de formes différentes de propriété. Y-aura-t-il, dans les mois qui viennent, une opposition à cette politique de privatisations, et de la part de qui ?

Cela dépend d'abord de la concrétisation ou non de cette politique ; la privatisation est une notion très large, on peut mettre beaucoup de choses sous ce nom : donner l'usine aux ouvriers ou le magasin aux commerçants ou encore au capital étranger, etc.

◆ Qu'est-ce qui est envisageable ? La plupart des économistes semblent exclure la vente au capital étranger...

Nombreux sont ceux pourtant qui souhaitent l'arrivée du capital étranger. Lénine disait, avant 1917, que le capital étranger pouvait représenter une aubaine pour nous parce qu'il était plus "cultivé" que le russe ! Mais je ne crois pas que le capital occidental ait très envie, dans l'état actuel des choses, de venir investir chez nous.

Ce qui est réellement en chantier pour les Pays baltes, pour Moscou ou encore pour Léninegrad, c'est la privatisation du secteur tertiaire — le commerce, les petits services, etc. Je ne pense pas qu'il y ait de grosses résistances à cela, si les conditions de vie de la population n'en pâtissent pas. Mais si la privatisation provoque du chômage et si on passe d'un monopole à un autre, il y aura des protestations. Par exemple, à Moscou beaucoup de cantines du peuple subventionnées ont fermé ; à leur place sont apparues les coopératives privées qui vendent cinq ou dix fois plus cher, ce qui provoqué une hausse brutale des prix.

Les gens ne se battent pas, à mon avis, en priorité contre les privatisations, mais contre la bureaucratie et le système politique existant. Ce n'est qu'après sa destruction que nous entrerons dans une nouvelle phase de lutte.

◆ Cette lutte contre le système comporte-t-elle un rejet de tout ce que représente la Révolution ou concerne-t-elle seulement le rôle actuel du Parti et de l'Etat ?

Oui, tout est repoussé en bloc et les médias renforcent ce rejet de la révolution d'Octobre ; l'anti-communisme est effectivement très fort en URSS.

◆ *Mais que disent les tendances politiques qui se situent plus à gauche ?*

Ces courants vont s'affirmer davantage, mais il est difficile de savoir dans quels délais ; aujourd'hui ils ne pèsent guère. Il existe des organisations de gauche, en URSS, mais elles sont très petites. Elles interviennent aussi dans les nouveaux syndicats et peuvent avoir une influence dans les grèves, comme on l'a vu dans les régions minières.

Dans l'année à venir on assistera sûrement à des différenciations politiques. Il y a objectivement une place pour la gauche, mais on ne peut pas dire aujourd'hui qui va l'occuper. Par ailleurs, la grande inconnue est la réaction de la classe ouvrière.

◆ *Nous avons entendu dire que l'hiver prochain, à cause des difficultés d'approvisionnement, on peut déjà s'attendre à des émeutes ou à des soulèvements de protestation.*

Sans jouer les oracles, on peut prévoir que des actions de protestation violentes auront lieu en Union soviétique. Le système de production et de distribution s'effondre. Nous ne passerons pas l'hiver sans de graves problèmes de ravitaillement. Cet été, il y avait du pain à Léninegrad, à Moscou et dans les grandes villes, mais à la campagne, il y a déjà des endroits où on ne trouve plus rien.

◆ *Quelle solution peut trouver l'équipe Gorbatchev pour empêcher cela ?*

Pour se maintenir au pouvoir, Gorbatchev devra passer des alliances avec certaines forces nouvelles et les inviter à participer au gouvernement ; je fais référence aux fronts populaires, aux députés indépendants, ou à des secteurs du mouvement dit démocratique, comme par exemple les partisans de Boris Eltsine. Cela peut lui permettre de désamorcer un peu le mouvement social. Si les remous sociaux n'existent pas encore à grande échelle, tout le monde sait qu'ils sont inévitables.

◆ *Corbatchev aura-t-il affaire à une forte opposition des conservateurs ?*

Certainement, on peut même imaginer des tentatives de liquidation physique de Gorbatchev ; pour certaines forces conservatrices (des secteurs dits de gauche ou de droite, ou l'armée) sa disparition apparaît comme la seule solution. Gorbatchev est en train d'embrouiller les cartes de la scène politique traditionnelle et il concentre de plus en plus de pouvoirs (président de

l'URSS, Secrétaire général du Parti, etc.) ; il a une grande influence personnelle. Au sein du PCUS même, il passe de fait au-dessus du comité central, ou contredit ses décisions. Si jamais il n'était plus aux commandes, les divisions apparaîtraient beaucoup plus clairement.

◆ *Nous avons rencontré un ancien officier de l'Armée rouge, qui a brossé un tableau assez inquiétant de l'évolution de cette institution. Il nous expliquait que les officiers les plus progressistes quittaient l'Armée pour adhérer au mouvement démocratique et que seuls les plus conservateurs, qui constituent un réel danger, y resteraient.*

C'est vrai en quelque sorte, mais je n'ai pas l'impression que les départs soient si massifs. En lisant le journal de l'armée *L'Etoile rouge*, on se demande toujours pourquoi le coup d'Etat militaire n'a pas encore eu lieu ! On peut y lire de nombreuses lettres de plaintes, sur la détérioration de l'Etat, sur les républiques où il y a des mouvements nationalistes, etc. On peut constater le mécontentement profond qui traverse l'armée toute entière, à tous les niveaux. Les militaires se font chasser d'Europe de l'Est, ils connaissent des problèmes de logement, une perte de salaire de 20 % pour 1990 et, surtout, ils sentent que l'URSS est en train de se désintégrer. Si on se pose la question de savoir si l'armée peut servir à stabiliser la situation, il faut aussi se demander dans quel sens elle agirait.

Certains secteurs de l'appareil d'Etat contribuent sûrement à accroître les tensions nationales ou sociales — un peu comme au Chili, à la veille du putsch de 1973 — pour faire comprendre à la masse des officiers et des hommes d'Etat la nécessité d'en appeler à l'Armée pour qu'elle rétablisse l'"ordre".

◆ *Mais il paraît invraisemblable de penser stabiliser la situation par un putsch, au point où en sont arrivées les choses, avec l'effondrement de l'économie, et le fait que la population se soit engouffrée dans l'ouverture démocratique ?*

Je ne suis pas sûr que la situation soit complètement irréversible. Si quelqu'un sent que sa maison est en flammes, il ne s'y résigne pas ; il tente de prendre des mesures d'urgence. Je vous rappelle qu'en Pologne, en 1980, cela s'est fait en une nuit...

Mais s'il est certain que l'Armée ne peut pas espérer en finir avec le chaos économique, elle peut, en revanche, tenter de résoudre les batailles inter-ethniques,

par exemple. Elle peut rétablir au moins une paix et un ordre de surface, un certain *statu quo*. Mais elle ne le fera pas d'elle-même (ce n'est pas dans nos traditions), mais par le biais de l'appareil politique ou de certaines de ses fractions qui seront officiellement chargées de rétablir l'ordre.

◆ *Quel est l'état d'esprit de la masse des Soviétiques par rapport aux sociétés d'Europe occidentale ? Ils semblent avoir une image très floue de nos pays et ne connaître que le niveau de consommation très élevé qui peut y exister, comparé au leur... Ils paraissent ignorer assez largement la situation réelle des travailleurs.*

Par ailleurs, tu sembles dire que la situation en URSS va évoluer en fonction de ce qui se passe en Europe de l'Ouest...

En effet, ici les gens admirent d'abord les Etats-Unis, ensuite le Japon et puis le reste de l'Europe occidentale ; Margaret Thatcher est aussi très appréciée, parce qu'elle apparaît comme la grande amie de Gorbatchev !

Nombreux sont ceux qui se déclarent partisans de la social-démocratie, et la Suède est souvent citée comme un modèle aux côtés de l'Allemagne de l'Ouest. La situation de ces pays peut apparaître effectivement comme un grand progrès par rapport à celle de l'URSS actuellement ; mais personne ne dit comment les évaluer, ni si cela sera possible.

A mon avis, nous sommes entrés dans la révolution russe, la deuxième grande révolution, un peu comme en France en 1848 ou aux Etats-Unis au moment de la guerre de Sécession ; il est difficile de prédire ce qui en sortira.

Je pense que nous assisterons à de grands mouvements de masse, peut-être à des affrontements, et que ce sera la classe ouvrière qui jouera le rôle décisif. Mais je ne crois pas que cela aille dans le sens des idéaux de gauche.

Après 10 ou 15 ans de ce nouveau cours, nous vivrons, en tout cas, dans une société qui aura beaucoup plus d'éléments capitalistes qu'aujourd'hui et le mouvement ouvrier sera beaucoup plus fort et plus expérimenté.

Mais nous dépendons beaucoup de ce qui se passe en Occident, car les développements économiques seront très liés, en tout cas dans leur structure. Ce n'est sûrement pas une vision optimiste, mais il faut être lucide et regarder autour de soi ! ★

Propos recueillis par Anne-Marie Fanon
Léninegrad, 26 juillet 1990



Alliance à gauche

LES GRUNEN (Verts) ont réussi à faire une alliance électorale avec une grande partie des groupes de l'ex-RDA nés des "mouvements" civiques de novembre 1989 (voir *Inprecor* n° 297 et 298 des 13 et 27 novembre 1989). Cette coalition fait des critiques sérieuses de l'*anschluss* et de la réalité allemande actuelle, en s'appuyant sur des principes radicaux et démocratiques. Pourtant les Verts, grâce à leur poids en RFA et à leur appareil, ont réussi à devenir hégémoniques dans cette alliance marginalisant l'aile gauche indépendante. La Gauche unie, en tant qu'organisation, ne soutient plus ce regroupement (voir *Inprecor* n° 305 du 23 mars 1990).

A L'EST, une partie de la Gauche unie et d'autres groupes socialistes soutiennent la candidature du PDS ; à l'Ouest, des personnalités venant de différents courants (sociaux-démocrates de gauche, différents groupes ou fractions d'extrême gauche comme les anciens maoïstes de la Ligue communiste (KB) et le Parti socialiste unifié (VSP), l'aile socialiste-réformiste des Verts, des rénovateurs du Parti communiste ouest-allemand (DKP) ont formé la Liste de Gauche pour faire alliance avec le PDS. Les 15 et 16 septembre 1990, l'alliance électorale Liste de Gauche/Parti du socialisme démocratique (PDS, ancien Parti communiste est-allemand) a été constituée, à Berlin, et a adopté une plate-forme électorale.

LE DÉSÉQUILIBRE entre le poids limité de ces secteurs de gauche à l'Ouest et le PDS, les contraintes imposées par les délais électoraux, et aussi les manœuvres douteuses de certaines organisations qui craignaient de se voir noyautées par les "durs" du DKP ou par les "sectaires" de différents petits groupes à l'Ouest, ont compliqué la constitution de cette alliance.

MAIS la réunion constitutive de Berlin a reflété le pluralisme de la coalition et permis de vrais débats.

LA PLATE-FORME de la Liste de Gauche/PDS se situe plus à gauche que le profil développé par le seul PDS. Le programme contient beaucoup de revendications progressistes, mais il reste réformiste quant à sa logique. La question de l'opposition de principe au système et au nouvel Etat allemand ou celle de la démarche oppositionnelle imminente et "constructive" sont laissées dans l'ombre au profit de l'unité de l'alliance.

POURTANT la Liste de Gauche/PDS sera sans doute le principal ennemi des grands partis traditionnels et, virtuellement, la seule formation participant aux élections avec un discours anti-capitaliste, en se revendiquant du socialisme démocratique.

LE POUVOIR a d'ailleurs adopté une loi électorale favorisant les conservateurs et défavorisant le PDS, ainsi que les autres "troubles-fête". ★

Manuel Kellner

L'avortement contre l'anschluss

A l'appel d'une coordination de femmes de la République démocratique allemande (RDA) et de la République fédérale allemande (RFA), une manifestation a eu lieu le 29 septembre 1990, à Berlin, « pour l'autodétermination de la vie et contre l'anschluss ». Elle a rassemblé entre 10 et 15 000 personnes.

Bien que le résultat ait été largement en-dessous des objectifs de mobilisation que s'étaient fixées les organisatrices, les Verts, les organisations d'extrême gauche, le PDS, et la Gauche Unie ainsi que des fédérations de la jeunesse socialiste y ont participé aux côtés d'une partie du mouvement autonome des femmes et de l'association indépendante des femmes de RDA.

Aucune force de gauche n'avait été capable de bâtir une telle unité contre l'anschluss de la RDA.

Angela KLEIN



CETTE manifestation a été importante pour deux raisons essentielles. D'une part, elle a rassemblé aussi bien des opposants de principe de la réunification allemande que ceux qui critiquent la ma-

nière dont elle s'est faite (sans aucune participation de la population). D'autre part, les organisatrices de la manifestation avaient insisté pour que son contenu ne se limite pas à la "question des femmes", mais qu'elle place ce problème dans le cadre de la grande Allemagne, au cœur de la situation politique générale actuelle ; en attirant notamment l'attention sur la montée du chauvinisme vis-à-vis des immigrés, la détérioration globale de la vie sociale et le nouveau rôle de grande puissance que l'Allemagne s'apprête à jouer, avec un danger de militarisation à la clé.

Le fait que les femmes — surtout celles de RDA — soit le secteur le plus touché par l'*anschluss* a fait l'objet d'un large débat public durant l'été 1990.

Tout le monde sait que les femmes de RDA, qui étaient salariées à 94 %, sont les premières à perdre leur emploi et ont, surtout, moins de chances d'en retrouver, tout simplement parce que le droit au travail (qui, pour elles, était autant une garantie qu'une obligation) n'existe plus. Les licenciements en masse avaient déjà commencé avant l'union monétaire et, du

coup, la logique selon laquelle les femmes auraient moins besoin d'un travail salarié (étant à la "charge de leur mari") a regagné du terrain. La mise au chômage de 1,5 million de travailleurs en quelques semaines a créé un climat de désarroi complet ; chacun songeant, en premier lieu, à son propre intérêt. Ce qui prédomine pour l'instant, c'est la concurrence individuelle entre les travailleurs. Les syndicats jouent aujourd'hui un rôle bien marginal ; ils ont du mal à organiser des effectifs qui n'existeront peut-être plus demain.

Les premières à en faire les frais

Ensuite, le rôle de mère des femmes va être renforcé. Auparavant, le soin des enfants était confié à l'Etat, dans les crèches, les jardins d'enfants, etc. ; 83 % de la population enfantine grandissait dans de telles institutions. Cela permettait aux femmes, même si elles avaient des nourrissons, d'aller au travail ; cela leur allégeait en partie la double tâche de mère et de travailleuse ; mais cela ne changeait rien au fait qu'elles étaient les premières responsables des enfants. Le système stalinien n'a absolument pas changé la compréhension du rôle social et de la répartition du travail entre les deux sexes.

L'introduction rapide et brutale de l'économie de marché s'accompagne du démantèlement rapide de l'infrastructure d'Etat : la moitié des crèches et jardins d'enfants va être supprimée d'ici la fin 1990 ; en août 1990, le parlement est-

allemand a voté une loi selon laquelle les communes devront les financer. Or celles-ci n'ont pas d'argent ; elles ne peuvent déjà pas payer les coûts croissants de l'allocation sociale ; la vente des entreprises d'Etat ne rapporte pas la somme espérée. Cela ne laisse aucune chance pour le maintien des crèches et des institutions de ce type.

Enfin, les femmes sont bien sûr, les dernières à bénéficier de stages de reconversion ou de formation professionnelle. Elles sont donc doublement victimes ; souffrant de la réapparition d'un marché du travail et de la réduction massive d'un vaste réseau de services sociaux qui s'effondre avec l'Etat qui l'avait construit. Le risque existe aujourd'hui que ces femmes soient renvoyées chez elles, cantonnées dans leur rôle de mère et que leur dépendance vis-à-vis des hommes s'accroisse.

L'offensive contre l'avortement

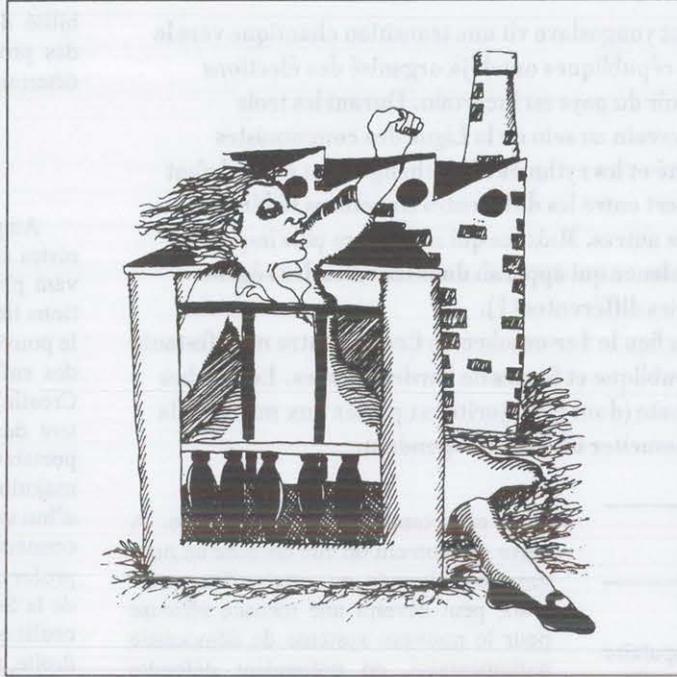
Selon cette logique, la loi permettant aux femmes d'avorter librement et gratuitement pendant les trois premiers mois de leur grossesse, en vigueur jusqu'ici en RDA, risque, elle aussi, d'être supprimée au profit de la loi réactionnaire de RFA. Celle-ci interdit et pénalise l'avortement, sauf pour quelques exceptions (indications médicales, eugéniques ou sociales). Mais il semble que même ces rares dérogations soient déjà inadmissibles pour le clergé et pour le courant conservateur de la démocratie chrétienne (CDU) au pouvoir.

Récemment encore, la Bavière a été à la tête d'une offensive en règle contre les femmes. Sous prétexte d'une fraude fiscale, le Procureur de la ville bavaroise de Memmingen a ordonné la séquestration du fichier d'un médecin connu pour avoir aidé des femmes et pratiqué des avortements ; sur cette base, une plainte a été déposée contre plusieurs d'entre elles. La plupart de ces femmes ont été condamnées lors d'un procès spectaculaire sur la base d'un double raisonnement : d'abord, que leur situation socio-économique ne justifiait pas un avortement et, ensuite, qu'elles avaient la possibilité de faire adopter leur enfant.

Naturellement, le médecin a lui aussi été pénalisé.

Ce verdict a provoqué un grand scandale car il signifiait une remise en cause par la juridiction des droits du médecin. A cette occasion, on a vu ressurgir le mouve-

ment des femmes en RFA — jusque là très éclaté et dispersé. En 1989, une manifestation d'environ 10 000 femmes a eu lieu à Memmingen en faveur de la suppression de la loi sur l'avortement. En juin 1990, une seconde mobilisation a réuni 20 000 femmes, à Bonn ; avec des militantes de RDA, d'Irlande, d'Italie et de France. Elle a eu lieu juste au moment où était débattue au Parlement ouest-allemand la question de l'avortement



dans la nouvelle Allemagne. Tout en reconnaissant que la loi de RDA était plus progressiste et que son extension à la RFA représenterait donc une avancée, les manifestantes demandaient aussi le droit à l'auto-détermination des femmes.

Coalition de députés contre la pénalisation

Parallèlement, au Parlement ouest-allemand un regroupement entre femmes des différents partis, en faveur d'une dépenalisation de l'avortement est apparue. Cette initiative réunit tant des femmes des Verts et du SPD, que des libérales et des chrétiennes-démocrates. Elles ont réussi à imposer que, dans le second traité d'union, il soit reconnu que, sur le territoire de la RDA, l'ancienne loi reste en vigueur jusqu'à la fin 1992. D'ici là, le nouveau parlement pan-allemand est chargé d'élaborer une nouvelle législation générale. L'initiative des femmes parlementaires a réussi à imposer aussi que, si tel n'était pas le cas, la loi en vigueur sur le territoire de l'ancienne RDA ne serait pas automatiquement abolie au profit de la loi ouest-allemande.

Toutefois, le texte présenté par ce re-

groupement a aussi des limites. Il refuse la pénalisation des femmes mais n'exclut pas celle des médecins. Elle n'exclut pas non plus la consultation forcée d'un médecin ; et ne rejette pas non plus l'obligation d'une consultation médicale pour obtenir le droit d'avorter, ce qui augmente les obstacles bureaucratiques pour les femmes. Dans le cadre de cette grande coalition, Rita Süßmuth, présidente du Parlement, membre de l'aile moderniste du CDU, a présenté une proposition demandant une révision de la Constitution, dans le sens de l'intégration d'un article qui protège explicitement la "vie avant la naissance".

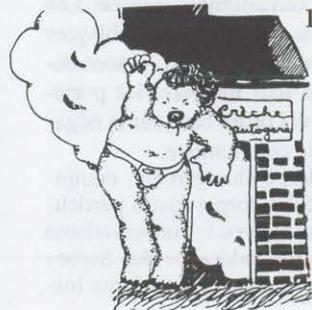
Surmonter les obstacles

Ce projet de "loi de protection de la vie" est très dangereux, car le fait de placer la vie dès "avant la naissance" sur le même plan que la protection des êtres vivants, équivaut à transformer l'avortement en un meurtre pur et simple. Cependant, Rita Süßmuth prévoit également dans cette proposition de loi, la dépenalisation des femmes ayant avorté. Mais les poursuites ne seraient pas abolies pour autant : les femmes pourraient être poursuivies, selon le

Code civil, si le mari, le père ou d'autres portaient plainte.

Les chrétiens démocrates ont annoncé qu'ils lanceraient une offensive pour cette loi de "protection de la vie", après les élections de décembre 1990.

Les deux prochaines années seront difficiles pour le mouvement des femmes en Allemagne. L'offensive de la droite comme l'échéance de 1992, exigent impérativement la restructuration du mouvement des femmes autour du thème de l'avortement. La mobilisation insuffisante du 29 septembre 1990 était l'expression de l'éclatement du mouvement à l'Ouest, mais aussi celle d'une résignation croissante à l'Est, sous le poids des préoccupations quotidiennes. Il faudra surmonter ces obstacles au plus vite. ★



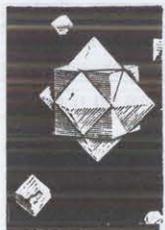
12 octobre 1990

Vers la désintégration ?

L'organisation fédérale de l'Etat yougoslave vit une transition chaotique vers le "post-communisme" ; certaines républiques ont déjà organisé des élections pluralistes et d'autres pas. L'avenir du pays est incertain. Durant les trois dernières années, le conflit souterrain au sein de la Ligue des communistes yougoslaves (LCY) sur la nécessité et les rythmes d'un changement radical s'est transformé en affrontement ouvert entre les différentes structures fédérales, ou plutôt entre la Serbie et toutes les autres. Mais, ce qui est encore plus inquiétant pour l'avenir du pays, c'est la violence qui apparaît dans les villes des régions centrales où se côtoient des ethnies différentes (1).

De violents affrontements ont eu lieu le 1er octobre en Croatie entre manifestants de la minorité serbe de cette république et forces de l'ordre croates. Les Serbes accusent le nouveau pouvoir croate (dont la majorité est passée aux mains de la droite nationaliste) de vouloir ressusciter un Etat indépendant.

Michèle LEE



L'ARMÉE populaire yougoslave demeure l'acteur le plus imprévisible de la lutte actuelle pour le pouvoir. Issue d'une révolution et d'une guerre de libération nationale anti-fasciste, elle s'est ensuite développée en symbiose avec l'émergence et la consolidation du système communiste. La relative autonomie des forces armées et leur rôle dans la répression de la dissidence interne se sont largement accrues à la suite des purges massives au sein du Parti au début des années 70, au moment même où s'engageait une importante décentralisation du pouvoir d'Etat vers les républiques et les provinces. L'effondrement de la domination de la LCY a laissé les militaires sans direction politique. La présidence de l'Etat yougoslave, son commandement en chef, est aujourd'hui ouvertement divisée. Les représentants des principales républiques — Slovénie, Croatie et Serbie — sont devenus, chacun à leur manière, les porte-parole d'un nouvel ordre basé sur la négation de la période communiste.

Les effets de ce changement, combinés avec les intérêts corporatistes particuliers des officiers et avec le conservatisme politique et la prépondérance des Serbes dans l'état-major, ont créé une force ins-

table et potentiellement dangereuse. A partir du moment où elle cherche un nouveau rôle, l'armée, ou certains de ses secteurs, peut devenir une menace sérieuse pour le nouveau système de démocratie parlementaire, en prétendant défendre l'intégrité territoriale yougoslave.

Interventions de l'armée

En 1981, on trouvait encore des militaires pour se plaindre de l'incompétence des politiciens qui les avaient obligés à intervenir dans la province du Kosovo, en Serbie. De tels scrupules semblent s'être estompés avec la fin de l'unité de la direction de l'Etat-Parti. En 1988, l'armée avait pris part à la tentative d'empêcher la démocratisation politique en Slovénie. En 1989, elle a participé au démantèlement de l'autonomie politique et culturelle du Kosovo (2) — d'une façon aussi violente qu'illégal. Durant l'été 1990, elle a organisé des manœuvres militaires en Bosnie, au cours desquelles la Slovénie et la Croatie étaient désignées comme l'"ennemi".

Quelques semaines plus tard, elle est intervenue dans les affaires internes de la Croatie en envoyant deux de ses MIG pour obliger des hélicoptères de police à faire demi-tour ; ceux-ci avaient été envoyés par les autorités croates pour reprendre la ville de Knin des mains d'un groupe d'insurgés armés serbes qui avaient coupé la route et la voie ferrée reliant Zagreb à Split. Mais, ces actions ne représentent, pour l'instant, que des inci-

dents occasionnels. Il est d'ailleurs difficile d'affirmer qu'elles aient été totalement approuvées par le ministère de la Défense et par l'état major. Si certains généraux nourrissent certainement des ambitions politiques, celles-ci sont bridées, pour l'instant, par le caractère multinational de l'armée de conscription, par la légitimité des nouveaux gouvernements en Slovénie et en Croatie, et surtout par la crainte d'une possible réaction occidentale. Pourtant, on ne peut exclure la possibilité d'un putsch militaire. Le résultat des prochaines élections en Serbie sera déterminant à ce titre.

Elections libres et pressions serbes

Au printemps 1990, les partis communistes de Slovénie et de Croatie, ne pouvant plus reculer, ont organisé des élections libres et "propres", où ils ont perdu le pouvoir, tout en obtenant environ 20 % des suffrages (moins en Slovénie qu'en Croatie). Bien que ces deux PC représentent des oppositions parlementaires respectables (aucun parti n'a remporté de majorité absolue), ils subissent aujourd'hui une perte importante d'adhérents et connaissent une désorientation politique profonde. De plus, la pression constante de la Serbie les a contraints à former des coalitions avec des partis nationaux à leur droite, pour défendre la "souveraineté nationale et républicaine" de l'Etat.

A l'automne 1990, les autres républiques devront tenir des élections où les partis se présentant sur une base ethnique risquent de se tailler la part du lion. Il est peu probable que ces scrutins soient organisés aussi proprement et qu'ils se déroulent aussi pacifiquement qu'en Croatie et en Slovénie. Au Kosovo, il est pratiquement certain que les partis albanais seront interdits. De toutes façons, l'assemblée provinciale du Kosovo a été dissoute en juillet 1990 par une décision unilatérale de Belgrade. Les députés démis de leurs fonctions, les partis d'opposition du Kosovo et la toute nouvelle Alliance des syndicats indépendants ont signé une déclaration proclamant l'indépendance complète du Kosovo vis-à-vis de la Serbie, en août 1990 ; cela sera sûrement utilisé comme

1) Voir *Inprecor* n° 307 du 20 avril 1990.

2) Peuplé à 90 % d'Albanais, le Kosovo était une province autonome rattachée à la Serbie jusqu'en mars 1989. Depuis, le pouvoir serbe veut lui ôter toutes ses prérogatives. Le 13 septembre 1990, les anciens députés de souche albanaise ont promulgué la Constitution de la République du Kosovo, autonome de la Serbie et qui aurait vocation à devenir la "septième république yougoslave" ; ils ont fixé des élections législatives au 28 novembre 1990. La Serbie qui avait déjà "dissout" arbitrairement le parlement du Kosovo le 3 juillet 1990 et révoqué le gouvernement local a été rejointe dans sa fermeté par le ministre de la Justice yougoslave qui a déclaré anticonstitutionnelle la création d'une République du Kosovo.

trairement à la Slovaquie et à la Croatie, les partis d'opposition ne siègeront pas dans les commissions électorales dont les membres seront désignés par l'Etat. Cependant, l'état lamentable de l'économie serbe et les conditions de vie déplorables de la classe ouvrière serbe rendent le régime nerveux (3). Malgré toutes les précautions prises, le parti dirigeant n'est pas certain de sa victoire. Un sondage public, réalisé en août 1990, en Serbie même (sans la Voïvodine et sans le Kosovo), a indiqué que le PSS obtiendrait un tiers des votes ; le Parti du renouveau national serbe de Vuk Draskovic arrive loin derrière, avec environ 10 % des intentions de vote ; mais les indécis sont les plus nombreux.

Déstabilisation prévisible

Pour les "aider" à choisir, le PSS créera au moment approprié — probablement au Kosovo, mais peut-être aussi ailleurs — une situation de guerre civile afin de se présenter comme la seule force capable de sauver les Serbes de la disparition nationale. L'incident de Knin en Croatie n'est que la répétition générale d'opérations futures en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro ; cette tactique a des précédents historiques (le plus sinistre étant la manière dont Hitler a utilisé la question allemande en Tchécoslovaquie et en Pologne, à la veille de la Seconde Guerre mondiale).

L'option la plus tentante pour le régime reste cependant de pousser les Albanais du Kosovo au soulèvement.

Belgrade a passé l'été 1990 à relever les Albanais de tous leurs postes de responsabilité au Kosovo pour les remplacer par des Serbes, dont certains sont connus pour leur fanatisme anti-albanais. Les travailleurs du Kosovo, dont la majorité n'a pas été payée depuis avril 1990, sont également licenciés sommairement et remplacés par des Serbes, là où c'est possible. La police serbe soumet la population à un harcèlement systématique et a la gâchette facile. Les hôpitaux et les cliniques sont fermés aux Albanais.

A Belgrade, des responsables du parti dirigeant et de l'opposition discutent ouvertement et tranquillement de la prochaine guerre au Kosovo et de la nécessité de tuer des dizaines de milliers d'Albanais. Le gouvernement serbe espère que les Albanais, une fois "ramenés à la raison", accepteront avec soumission soit un

statut de citoyens de seconde zone, soit une partition du Kosovo entre la Serbie et l'Albanie. Dans la partie serbe, où vivent au moins 500 000 Albanais, la population "étrangère" serait alors expulsée ou assimilée par la force.

L'opposition démocratique albanaise est tout à fait au courant de ces scénarios. Sa tactique de résistance civile pacifique à la Gandhi lui a fait gagner un grand respect dans le pays et à l'étranger. En juillet 1990, la Communauté économique européenne (CEE) et la Chambre des représentants des Etats-Unis ont voté des résolutions critiquant sévèrement la conduite des gouvernements serbe et yougoslave au Kosovo. Les parlements croate et, surtout, slovène ont condamné la dissolution de l'Assemblée du Kosovo. Au Kosovo même, l'attitude de plus en plus illégale des occupants, leur organisation délibérée de l'effondrement de l'économie et la colère des travailleurs ont poussé l'Alliance

leurs échoué parce que l'armée a reculé devant la possibilité d'un début de guerre civile. La réponse relativement modérée du gouvernement croate à l'incident de Knin — dictée en partie par la sagesse et en partie par la nécessité — a accru son prestige et celui du nouveau président de la république, Franjo Tudjman, aux yeux de la population croate. L'opposition, auparavant méfiante — en particulier l'intelligentsia de gauche croate — s'est ralliée au gouvernement. Les députés serbes du parlement croate, élus sur les listes du PC, ont également soutenu le gouvernement de Zagreb, ce qui a fait gagner des sympathies à la minorité serbe en Croatie, en empêchant une rupture totale entre Croates et Serbes.

Des réponses de ce type, même si elles sont importantes pour écarter le danger de guerre civile, auront peu d'influence tant que l'"homogénéisation nationale" dans les autres parties de la

Yougoslavie alimentera l'idée que les Serbes sont une nation assiégée ; cela peut les jeter, au contraire, tout droit dans les bras de Milosevic et de sa bande. Seule une rupture en Serbie même peut arrêter la spirale. C'est pourquoi — malgré la machination électorale délibérée organisée par le PSS — les prochaines élections en Serbie seront une date politique cruciale dans l'histoire de la Yougoslavie.

En l'absence d'alternative, la nouvelle Union des forces pour la réforme du Premier ministre yougoslave, Ante Markovic, pourrait représenter le principal défi au PSS de Milosevic si,

entre-temps, Belgrade ne déclenche pas une guerre civile au Kosovo ou ailleurs. Les forces qui s'opposent à Milosevic devraient proposer une nouvelle union yougoslave, scrupuleusement respectueuse de l'égalité nationale, avant les élections serbes. Leur capacité à avancer en ce sens sera un test critique pour la nouvelle démocratie yougoslave. Dans le cas contraire, l'avenir risque d'être très noir. ★

Septembre 1990



des syndicats indépendants du Kosovo à appeler à une grève générale le 3 septembre 1990. Bien qu'ils affrontent un Etat bien équipé qui dispose d'armes anti-émeutes sophistiquées, les Albanais du Kosovo semblent avoir relevé le défi ; ils ont accepté de se sacrifier pour leur liberté, en espérant que les pressions à l'intérieur et à l'extérieur seront capables d'empêcher une issue sanglante. Mais ils ne peuvent arrêter avec leurs seules forces la contre-révolution montante en Serbie.

Certes, comme dans le passé, la défense des droits nationaux et de la souveraineté jouera un rôle crucial dans la lutte pour la démocratie en Yougoslavie. Aujourd'hui, les nationalités non serbes érigent un mur défensif autour de Belgrade qui ne pourra être détruit, en dernière instance, que par un putsch militaire ; l'intervention de Belgrade en Croatie a d'ail-

3) La situation économique yougoslave a subi une crise sans précédent en 1989, l'inflation atteignant 2 600 %. Le nouveau Premier ministre yougoslave, Ante Markovic, a proclamé son intention de poursuivre la réforme économique commencée fin 1989 pour enrayer l'inflation. Pour "réparer les erreurs du socialisme", Markovic se propose de réintroduire l'économie mixte, de "réprivatiser le capital social", etc.

L'ANC dans l'impasse

La situation sud-africaine n'a jamais été aussi paradoxale.

Le processus de négociations se poursuit et tout indique que la classe dirigeante est définitivement engagée dans une réforme radicale de la société. En même temps, on voit s'exacerber les contradictions dans un pays où tout a été modelé par des décennies de discrimination raciale.

Les réformes institutionnelles envisagées ne déboucheront sur un "consensus social" large et sur de nouvelles formes de régulation stables que si les directions politiques, hégémoniques dans le mouvement de libération, sont prêtes à faire ce compromis.

Peter BLUMER



AU-DELA de la volonté réformatrice de De Klerk et du patronat, la société sud-africaine reste pour l'instant celle de la misère et de la détresse pour des millions de Noirs. L'oppression

raciale ne disparaîtra pas de sitôt, la question de la terre et des Bantoustans demeurera une plaie ouverte et le renouveau du capitalisme sud-africain, qui reste l'objectif principal du régime, ne se fera qu'en rationalisant et en renforçant l'exploitation des travailleurs.

Une nouvelle période peut s'ouvrir rapidement en Afrique du Sud ; mais les conséquences de l'apartheid n'auront pas pour autant disparu (1).

Le 4 mai 1990, la réunion de Groote Schuur entre le gouvernement et le Congrès national africain (ANC) se terminait par un communiqué commun indiquant la mise en place d'une commission de travail dont « les procédés seront confidentiels ».

Cet engagement s'est poursuivi jusqu'à présent, malgré quelques tensions apparentes, de courte durée. Alors que les négociations constitutionnelles en tant que telles n'ont officiellement pas commencé, les rencontres entre le gouvernement et l'ANC ont généralement eu pour objet de peser sur la situation politique et sociale et de maintenir les conditions du dialogue.

L'ANC a dû annoncer qu'il renonçait à la "lutte armée" et il a joué un rôle modérateur dans plusieurs conflits sociaux ; il a surtout accepté de revoir de fond en comble son programme historique sans que le gouvernement ne cède rien d'autre

que ce qui figurait dans son propre agenda de réformes (2).

Alors que rien n'a changé pour les opprimés de ce pays, De Klerk est le premier chef d'Etat sud-africain à avoir fait une visite officielle aux Etats-Unis, depuis 45 ans. En septembre 1990, pour la première fois depuis 1964, le gouvernement de Prétoria participait à une réunion du Bureau international du travail (BIT).

En une année, le commerce avec les pays d'Afrique australe et avec la Côte d'Ivoire a augmenté de 40 % ; 32 % des exportations se font maintenant en direction des autres Etats africains. On apprenait aussi récemment que diverses institutions financières sud-africaines auraient pris 10 % de parts de Lonhro, une multinationale britannique qui joue un rôle considérable dans les économies africaines.

Ainsi, le vieux projet impérialiste, visant à prendre appui sur l'économie sud-africaine pour une meilleure mise en valeur du capital dans tout le sous-continent, se met lentement en place.

De Klerk occupe le devant de la scène, multiplie les interviews et montre qu'il a l'initiative.

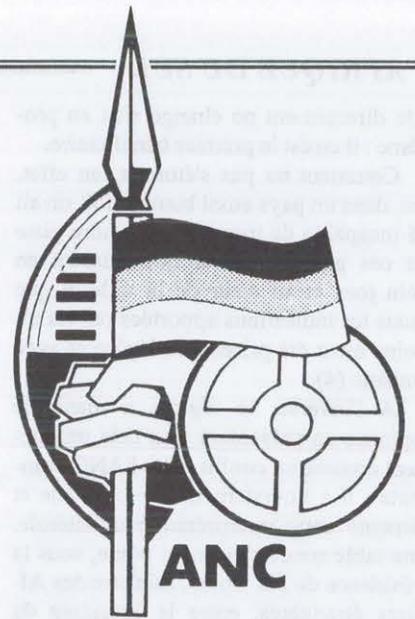
Tel est le premier bilan qu'il faut tirer de la nouvelle situation.

Comment en est-on arrivé là ?

Les affrontements dans le Natal et la violence dans les townships du Transvaal ont joué un très grand rôle dans ce processus.

Mais il faut se garder des contresens. Beaucoup de médias ont présenté cela comme un conflit "entre Noirs" ou même entre ethnies xhosas et zoulous, alors qu'en réalité de nombreux autres facteurs politiques sont intervenus dans ces événements.

Il est en effet bon de rappeler que les violences au Natal, depuis quatre ans, ont opposé des groupes appartenant tous à la



population zoulou : des forces soutenant, d'un côté, le parti Inkhata de Buthelezi et, de l'autre, des secteurs sympathisants de l'ANC (3). Cela confirmait, par ailleurs, une tendance au chaos et à la décomposition sociale dans certains townships.

A qui profite la violence ?

Les affrontements dans le Transvaal, au cours des derniers mois, ont représenté d'une certaine manière un transfert des conflits du Natal au cœur des foyers de travailleurs migrants. Ils ont clairement fait apparaître les manipulations extérieures, des connections avec des secteurs patronaux, avec l'extrême droite et la police.

Enfin, et surtout, les attaques aveugles et meurtrières — menées, cette fois-ci, par des commandos — des Noirs dans les gares, les trains et les files d'attente en septembre 1990, ont confirmé qu'au moins une partie de l'appareil d'Etat tirait les ficelles. Plusieurs dizaines de gens (sans distinction d'ethnie) ont ainsi été assassinés en quelques jours, aux heures d'affluence. Il ne s'agissait plus d'un conflit entre Noirs, mais d'une stratégie de tension, directement liée au processus de négociations.

Que le gouvernement De Klerk ferme les yeux sur ces attentats ou qu'il les mani-

1) La comparaison avec la déségrégation aux Etats-Unis est souvent établie. L'analogie s'arrête au fait, qu'aux Etats Unis, les Noirs n'étaient pas majoritaires dans les années 50 et 60 et que la question de la terre ne se posait pas comme en Afrique du Sud.

2) 1990 aurait vu le licenciement de 25 000 mineurs. Les réductions d'emplois se poursuivent, mais le syndicat paraît chercher un compromis avec la Chambre des mines. En septembre 1990, la longue campagne de boycott des loyers s'est soldée à Soweto par un accord entre l'administration et un comité auto-proclamé de personnalités de l'ANC. Alors que la ségrégation de l'habitat n'a pas été modifiée, l'ANC vient d'entrer dans la Chambre régionale du grand Johannesburg ; un de ses membres a déclaré que cela équivalait à la création d'une "assemblée constituante locale". *Sunday Star*, 23 septembre 1990.

3) Voir *Inprecor* n° 315 du 28 septembre 1990.

pule directement ne change rien au problème : il en est le premier bénéficiaire.

Comment ne pas s'étonner, en effet, que, dans un pays aussi bien policé, on ait été incapable de trouver la moindre piste sur ces groupes armés qui agissent en plein jour et au cœur de la ville et que toutes les indications apportées par les témoins aient été prises à la légère et avec cynisme (4).

A l'inverse, le régime a manipulé l'opinion en présentant tout cela uniquement comme un conflit entre l'ANC et Inkhata ; il a littéralement mis en scène et alimenté cette interprétation unilatérale. Une table ronde s'est ainsi tenue, sous la présidence de Pik Botha, ministre des Affaires étrangères, entre le Président du Transkei (peuplé de Xhosas) et le roi des Zoulous. Communiqués, échange de bons procédés, avec des allures de "conférence de paix", le tout sous les caméras de télévision ! Ensuite ont eu lieu deux grands rassemblements séparés aux stades de Tokoza et de Soweto — sous la surveillance de l'armée et la police, omniprésentes —, où les deux hommes se sont montrés devant des dizaines de milliers de leurs partisans, xhosas pour l'un, zoulous pour l'autre. Ainsi, la mise en scène prend forme : la question ethnique occupe le devant de la scène, et ce, en plein centre industriel du pays, au cœur de la classe ouvrière noire. Comble d'hypocrisie, le gouvernement sud-africain a fait appel à la communauté internationale pour qu'elle fasse pression sur les deux parties (ANC et Inkhata) pour qu'elles cessent leur conflit ! Le 18 septembre 1990, De Klerk a expliqué : « *Je me suis constamment attelé à préparer le terrain pour des discussions entre les différents partis et à promouvoir des rencontres bilatérales entre les dirigeants de ces gens qui s'affrontent violemment* » (5).

De Klerk renforce sa position

Face à cela, l'ANC a multiplié les erreurs politiques. Il s'était engagé dans les négociations avec la perspective de renforcer sa légitimité, comme unique représentant des opprimés, pensant qu'une sorte de tête-à-tête Mandela-De Klerk confirmerait l'ANC dans son rôle dirigeant, malgré les compromis inévitables. C'était évidemment une erreur sectaire, mais somme toute assez habituelle de la part de cette organisation. Mais cette stratégie l'enferme maintenant dans une impasse.

Le fameux communiqué de Groote Schuur engage totalement la responsabilité de l'ANC dans une transition pacifique. Il a donc fallu, pour y parvenir, que cette

organisation reconnaisse la légitimité de De Klerk et en fasse un partenaire de confiance.

Plusieurs déclarations de dirigeants de l'ANC, ou de syndicalistes qui lui sont liés, sont allées jusqu'à présenter l'organisation comme d'ores et déjà coresponsable des affaires du pays. L'évocation faite par Nelson Mandela d'une "troisième force", coupable des violences, lui a permis de dénoncer une partie de l'appareil d'Etat sans mettre directement en accusation le gouvernement.

Dans ce contexte, il était normal que l'ANC se tourne sans complexes vers De Klerk pour arrêter les violences. Mandela « *a exhorté le gouvernement à faire usage de toute la force de son appareil de sécurité pour en finir avec la violence. (...) M. Mandela a dit que le gouvernement disposait d'une armée et d'une police fortes, efficaces et bien équipées qu'il pouvait facilement utiliser. Dans ce cas, la violence disparaîtrait* » (6). Fort de cet appel, le gouvernement a engagé alors l'opération "Poing de fer" pour pacifier les townships avec l'armée.

Celle-ci a pris position au sein des cités noires, encerclant les foyers avec des barbelés et multipliant les contrôles. Le couvre-feu a été établi, le 25 septembre 1990, dans les townships du Transvaal, obligeant ceux qui travaillent de nuit à avoir un laissez-passer établi par leur employeur, et gelant une grande partie de la vie politique et sociale des quartiers. Des foyers de travailleurs (essentiellement ceux dont les locataires sont des partisans de l'ANC) ont été perquisitionnés sous prétexte de chercher des armes ! L'ANC a dû finalement protester et expliquer que ce n'était pas là la politique qu'il avait proposée pour stopper les violences...

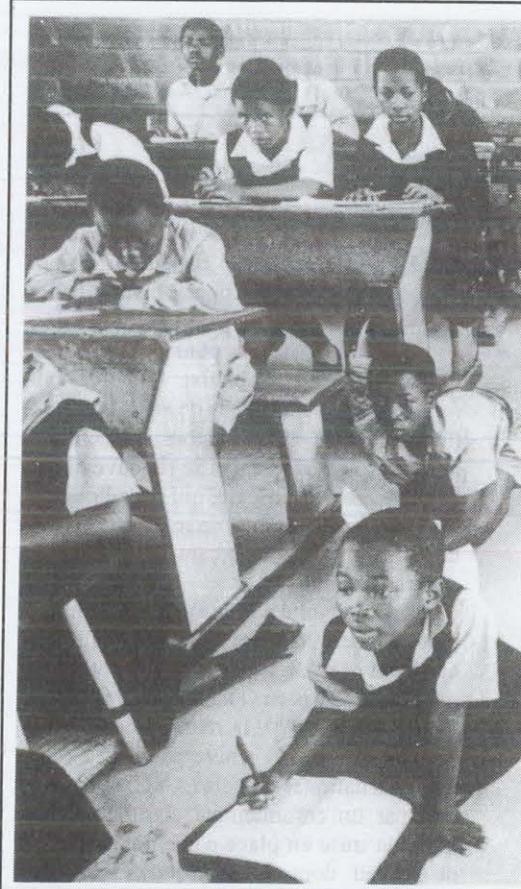
En attendant, utilisant à bon escient la panique de la population et sa lassitude, De Klerk a fait apparaître l'armée comme un moindre mal, voire comme une protection salutaire.

La jeunesse attendait une réaction de l'ANC ; elle voulait voir enfin les hommes de l'Umkonto, son aile armée, jouer un rôle ; mais il n'en a rien été. Au cours de meetings populaires, Mandela menaçait le gouvernement de d'armer la population (alors que l'ANC n'a pas les moyens militants de le faire aujourd'hui), mais confirmait aussitôt à la presse qu'il fallait préserver les conditions du dialogue et de la négociation. Dans la situation présente, les deux choses ne pouvaient de toute manière que s'exclure. Dans un autre contexte, sans doute, l'ANC aurait pu imposer au gouvernement le maintien des pourparlers, tout en faisant entrer en scène des milices armées, chargées de la protection des travailleurs dans les gares

et les quartiers noirs. Mais les négociations se sont engagées dès le départ d'une toute autre manière : l'ANC les a acceptées comme une fin en soi et non comme un moyen tactique de redonner force au mouvement de masse. Dès lors, De Klerk pouvait manœuvrer librement.

La stratégie de tension organisée au Transvaal a pour but d'accroître la lassitude des populations et de réduire ainsi les capacités de résistance spontanées aux compromis en cours.

Le pouvoir sait fort bien que si l'ANC est une force politique très centralisée au sommet, c'est, par contre, un mouvement social fort peu organisé à la base ; il est maintenant évident qu'il a beaucoup de



Enfants dans une école

mal à constituer et à stabiliser ses branches locales (7).

Le gouvernement a voulu empêcher que l'enthousiasme populaire vis-à-vis de l'ANC ne prenne une forme plus militante et structurée. En d'autres termes, il fallait veiller à ce que la légalisation de l'ANC et du Parti communiste sud-africain (PCSA), prévue pour les négociations, ne crée pas les conditions d'un vaste mouvement politique, organisant des millions d'hommes et de femmes. Pour le moment, cette tactique fonctionne.

Pire, l'ANC se voit peu à peu privé de

son monopole dans les négociations. Le régime fait pression sur le Congrès panafricain (PAC) pour qu'il s'y engage lui aussi ; mais, surtout, l'affaire de la "violence entre Noirs" ouvre la porte des débats constitutionnels à toutes les composantes ethniques engendrées par l'apartheid ("gouvernements" des Bantoustans et chefferies diverses).

La carte Buthelezi

Et c'est là que l'on retrouve Buthelezi comme pièce-maîtresse du grand jeu.

A force de pressions nationales et internationales, l'ANC a fini par reconnaître la nécessité d'une rencontre entre Mandel-

nal africain un partenaire important des négociations, mais un partenaire parmi d'autres.

La violence dans le Transvaal n'augure absolument pas un tournant brutal du régime ; elle n'annonce pas un retour aux répressions massives du passé ; elle ne représente pas une résistance aux réformes — même si certains secteurs fascistes peuvent s'y retrouver, et même agir pour leur propre compte. Au contraire, plus la classe dirigeante s'engage dans ces réformes, plus elle a besoin d'un petit coup de pouce de ce type pour affaiblir l'ANC et l'avoir à genoux à la table de négociations. La stratégie radicalement réformatrice de De Klerk a besoin de cette part de violence.

L'évolution de l'ANC

Tout cela pèse sur l'orientation de fond de l'ANC, car on ne peut comprendre son évolution sans se référer au débat d'orientation qui la traverse.

Nous avons déjà signalé que le programme de référence de l'ANC n'était plus la Charte de la Liberté mais une position bien en retrait, combinant l'avant-projet constitutionnel (*Constitutional Guidelines*) rédigé en 1989, et la déclaration d'Harare votée par l'Organisation de l'unité africaine (OUA), en août 1989, sur proposition de l'ANC (8).

Ce glissement ouvrait implicitement le débat sur les axes les plus radicaux de la vieille Charte, à commencer par ceux des nationalisations et des mécanismes de réduction des inégalités sociales.

La révision du programme s'imposait de toute manière, dès lors que les négociations avec De Klerk se substituaient brutalement à la notion de prise de pouvoir. Et ce, d'autant plus que plusieurs dirigeants de l'ANC, plutôt que de maintenir inutilement des illusions sur le projet de nationalisation des monopoles prévu par la Charte, ont préféré reconnaître que leur mouvement n'avait en réalité aucun programme économique arrêté (9).

C'est tout récemment que le document officiel du mouvement a abandonné officiellement le principe des nationalisations, au nom d'une vague référence à l'"économie mixte" (10).

4) Le *Weekly Mail*, du 21 septembre 1990, révélait qu'une base en Namibie avait servi à l'armée sud-africaine pour l'entraînement d'hommes de l'Inkhata. Le reste de la presse a soigneusement ignoré cette enquête.

On a aussi évoqué la possibilité que ces commandos aient été constitués de gens de la RENAMO, l'organisation armée mozambicaine sponsorisée par les Sud-Africains. Enfin, des témoins ont dit à plusieurs reprises que des Blancs au visage noir se trouvaient dans les mini-bus des commandos.

5) *The Argus*, 19 septembre 1990, Johannesburg.

6) *The Star*, 12 septembre 1990, Johannesburg.

Le 11 septembre 1990, l'ANC demandait au gouvernement de prendre tous les pouvoirs dans le Natal. Il proposait, par

La modestie du projet en dit long sur la situation dans laquelle se trouve la direction de l'ANC : sur la question des sociétés minières, le document propose une "autorité d'Etat chargée du marché des minéraux" et demande que le marché financier soit « davantage orienté vers la recherche d'objectifs de développement plus larges ». Tout cela n'est évidemment pas contradictoire avec les plans du patronat sud-africain.

L'ANC se doit d'expliquer ces évolutions à ses militants, tout en laissant planer l'idée que le gouvernement négocie contraint et forcé ; c'est un exercice difficile qui lui impose, pour le moment, un double langage, pour les besoins des meetings dans les townships et pour les grands médias.

Cette contradiction ne pourra pas durer trop longtemps. Il faudra bien finir par remettre en parallèle l'analyse des négociations et un nouveau projet politique. Les choses, jusqu'à présent, se font de façon parcimonieuse.

Ainsi dans *New Era*, un journal édité au Cap et apparemment contrôlé par des gens du Parti communiste, ont pu lire sous la plume de Tony Karon : « Dans l'immédiat, nous ne nous battons pas pour un Etat national démocratique, mais pour la création des conditions démocratiques grâce auxquelles la bataille politique pourra continuer » (11).

Dans la même publication, Albie Sachs, qui écrit des articles sur la réforme constitutionnelle pour le compte de l'ANC, explique : « Nous devons négocier parce que nous ne sommes pas assez forts pour renverser le pouvoir raciste — il est encore trop armé. Et il est probable que le processus de destruction de ce pouvoir serait si désastreux pour le pays que nous hériterions d'une montagne de ruines (...).

« Voilà pourquoi je pense que (...) si nous pouvons développer une stratégie qui nous préserve d'années d'incertitude, de sabotage, de déstabilisation et d'attaques physiques, cela favorisera l'intérêt des masses (...). Les leçons douloureuses du Mozambique et de l'Angola nous montrent qu'une victoire brusque et totale (à laquelle nous avons été nombreux à rêver pendant des années) résoudrait peut-être

ailleurs, un comité de liaison entre les forces armées et l'ANC pour tous les problèmes de violence dans la province. *The Citizen*, 12 septembre 1990.

7) Voir l'article d'Anton Harber dans *Weekly Mail* du 21 septembre 1990, Johannesburg.

8) Voir *Inprecor* n° 312 du 29 juin 1990.

9) Thabo Mbeki à Londres, *The Citizen*, 21 septembre 1990.

10) *Financial Times*, 1er octobre 1990.

11) Tony Karon, *New Era*, hiver 1990, Cape Town. Tony Karon s'était illustré, voici quelques années, par une défense de la Charte de la Liberté comme instrument de lutte pour le socialisme (Voir *Work in Progress*, n° 42, mai 1986).



aire d'un township (DR)

la et les différents responsables de Bantoustans (dont Buthelezi, pour le Kwa-zoulou). Ce nouveau compromis, qui entérinerait, aux dépens de l'ANC et de manière réactionnaire, la pluralité politique et surtout ethnique du processus de négociations, ne suffit pas : Buthelezi refuse la réunion et prétend qu'il veut rencontrer Mandela en tête-à-tête, comme représentant du parti Inkhata, l'égal de l'ANC !

Ainsi, au bout du compte, la violence ouvertement utilisée et alimentée par le pouvoir, a abouti à faire du Congrès natio-

drerait d'autres qui pourraient se révéler terribles » (12).

Quand on se souvient du degré de confiance et d'auto-satisfaction qui orientait, jusqu'à une date récente, toute la presse de l'ANC, on ne peut que souligner l'importance de ces changements.

Ce nouveau "réalisme" apparaît sous la pression conjointe du tournant de la situation mondiale et des impasses politiques nationales.

Face à des difficultés réelles, la solution est recherchée dans l'abandon de positions radicales antérieures et non dans l'établissement d'un projet révolutionnaire sur le plus long terme.

Tout cela n'impliquerait pas en soi un tournant qualitatif dans les rapports de forces s'il existait des secteurs de masse capables de résister à cette inflexion politique et stratégique de la direction de l'ANC.

Pressions sur le mouvement syndical

Bien qu'il soit encore prématuré de prédire ce qui se passera demain dans le PC et dans certains secteurs du Congrès national africain, les évolutions en cours dans le mouvement syndical augurent très mal de l'avenir.

La direction du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) est maintenant totalement impliquée dans la stratégie de l'ANC. Elle est fortement contrôlée par le PC et applique un régime interne de moins en moins démocratique, les purges politiques apparaissent dans les syndicats et dans leurs structures régionales ; un climat d'intolérance se répand (13).

Le fait le plus marquant est l'entrée au PC et à l'ANC de toute une génération de dirigeants qui, au long des années 80, avaient symbolisé la gauche syndicale socialiste : autour de la direction du syndicat de la métallurgie (NUMSA), existait tout un réseau de militants syndicaux et d'intellectuels socialistes anti-staliniens dont une bonne partie a rallié le courant majoritaire au cours des derniers mois. Or, ceci est tout à fait symptomatique des pressions qui s'exercent actuellement sur les secteurs militants sud-africains... Car ces activistes n'ont pas rejoint le PC ou l'ANC

en 1985 ou en 1986, lorsque les mobilisations atteignaient leur point culminant et que l'ANC renforçait ses positions dans



Conférence de presse du président sud-africain De Klerk et de Nelson Mandela (AFP)

les mouvements de luttes réels. A cette époque, ils expliquaient, à qui voulait l'entendre, leur grande méfiance à l'égard des positions du PC, de sa stratégie de révolution démocratique et nationale et de ses méthodes sectaires. Et cela leur valait des volées de bois vert de la part du PC et de l'ANC.

A l'inverse, ils ne rejoignent pas aujourd'hui le PC en y apportant leurs positions antérieures et leur conception du socialisme démocratique ; ils y entrent en abandonnant totalement leurs convictions anciennes et leur projet de société. Cela percute évidemment au plus haut niveau le mouvement ouvrier et toute la gauche socialiste !

Un de leurs principaux idéologues, Alec Erwin de la direction du NUMSA, est, en quelques mois, d'abord passé à une position d'"économie mixte" combinée avec des formes de contrôle ouvrier, à des propositions libérales franchement keynesiennes de co-gestion et de renforcement de l'"efficacité" industrielle du pays (14). Toute cette évolution s'est accompagnée d'un débat sur l'expérience soviétique, l'échec de l'"économie de commandement", l'impossibilité du projet révolutionnaire, etc.

Ceux qui avaient su se souvenir, pendant des années, qu'il ne fallait pas confondre stalinisme et socialisme, ont soudain tiré les leçons de l'URSS en oubliant de traiter le phénomène bureaucratique comme un sujet en soi.

Ces intégrations au PC se font au nom du "parti large", alors qu'à sa direction il est établi sans ambiguïté que la ligne stratégique devra rester, pour tous, celle de la

révolution démocratique, et que le droit de tendance n'y sera pas admis (15). L'abandon de la lutte pour le socialisme

est présenté avec de vieilles arguties réformistes, comme, par exemple, l'usage de formules empruntées au communiste italien Antonio Gramsci pour évoquer une nécessaire "guerre de position" face à un Etat comme celui de l'Afrique du Sud (16).

Finalement, cette théorie des "conquêtes partielles", loin d'être une position tactique de repli, renvoie à l'intégration de ces directions syndicales au sein de l'establishment, par le biais des

négociations ; et ce dans une période où l'Etat sait qu'il peut maintenant bénéficier d'une bureaucratisation rapide de la COSATU.

Ceci constitue un grave échec pour la gauche sud-africaine, car cette génération de syndicalistes avait, à l'origine, les moyens de donner aux travailleurs une perspective socialiste d'ensemble (17).

Le grand drame aura été qu'au cours des années 1980, ces directions syndicales détenaient une véritable influence de masse mais aucun projet politique organisationnel précis ; alors que, d'un autre côté, des groupes politiques indépendants, qui auraient dû s'associer dès le départ pour accompagner fraternellement cette expérience syndicale, ont mis très longtemps à comprendre qu'il fallait se tourner vers le mouvement de masse réel et s'engager par là-même dans une politique de front unique.

La gauche syndicale a glissé petit à petit vers l'inconsistance politique, faute de vouloir se constituer en une force réel-

12) *Ibidem*.

13) Sur les exclusions dans le syndicat de l'alimentation (FAWU), voir le débat dans *South African Labour Bulletin*, Johannesburg, vol. 15, n° 2 et 3.

14) A. Erwin. *Weekly Mail*, 30 mars 1990 ; *New Era*, hiver 1990.

15) Le dirigeant du COSATU, Chris Dlamini, membre du PC, explique dans *Work in Progress* n° 68 : « On pourrait assister à une situation où beaucoup de travailleurs, dans des industries de l'Etat, se mettraient en grève après la fin de l'apartheid. Mais ils ne lutteraient pas politiquement contre un gouvernement démocratiquement élu. Ils se battraient contre un employeur. » Voir aussi Jeremy Cronin, membre du PC, dans *South African Labour Bulletin*, septembre 1990.

16) Karl Von Holdt, *South African Labour Bulletin*, septembre 1990.

17) Cette gauche syndicale s'était notamment formée autour de l'ancienne fédération, FOSATU, avant de constituer le cœur de la fédération unitaire COSATU, en 1985.

lement cohérente (18) ; les petites organisations politiques — socialistes et indépendantes — ont tardé à saisir l'opportunité qui leur était offerte, du moins jusqu'en 1985-86. La rencontre ne s'est jamais vraiment faite et le prix à payer est aujourd'hui fort élevé.

Le 19 septembre 1990, l'Azanian People Organization (AZAPO) (19) convoquait tout le mouvement progressiste à une réunion pour discuter d'une réponse unitaire à la violence des jours précédents ; plus personne ne pouvait encore croire qu'il s'agissait simplement d'un conflit avec Inkhata. L'ANC n'est pas venu et des organisations comme le PAC et l'AZAPO ont fait la démonstration de leur désorientation actuelle : le PAC était sous la pression de ses débats internes pour ouvrir ou pas des discussions avec le gouvernement (20) ; l'AZAPO s'interrogeait pour savoir s'il ne fallait pas rencontrer Buthelezi pour arrêter les violences entre Noirs (21). Une belle occasion d'établir enfin un front unique de tout le mouvement de libération, en s'appuyant sur le mouvement syndical (COSATU et le Conseil national des syndicats — NACTU), s'est ainsi perdue. Qu'est-ce qui empêchait d'appeler à des meetings syndicaux unitaires où chaque force politique aurait pu se déclarer solidaire ? Qu'est-ce qui interdisait que le principe de structures unitaires de base dans les townships soit relancé pour faire face aux violences et redonner des objectifs de lutte aux populations (22) ? Le sectarisme, les divisions constituent, dans une telle situation, un poison mortel pour le mouvement de masse ; la désorientation politique gagne de plus en plus de secteurs militants, alors que le pouvoir manœuvre à sa guise.

Quelle issue ?

Dans un tel contexte, le gouvernement va tenter d'obtenir une réforme constitutionnelle par étapes, avec un système à deux chambres qui préserve une place de choix aux électeurs blancs (23). Il va chercher à minoriser électoralement l'ANC, en intégrant progressivement au nouveau système politique les représentants les plus durs des groupes raciaux du "développement séparé". Mais cette voie est étroite et précaire, car la société sud-africaine reste celle de l'apartheid : si elle n'est pas capable, aujourd'hui, d'engendrer une révolution, elle peut, à l'inverse, produire le chaos avec son extrême droite fas-

Tristes pages...

Plusieurs affaires sont venues brouiller l'image de l'ANC. D'abord, l'inculpation de Winnie Mandela pour sa participation au rapt d'un jeune Noir avant qu'il ne soit assassiné par son propre service d'ordre, le Mandela Football Club.

Cette affaire a évidemment été utilisée par le régime pour faire pression sur Nelson Mandela ; mais, surtout, au sein même de l'ANC, de très nombreuses structures affichent ouvertement leur haine pour Winnie.

Ensuite, il y a eu la révélation de tortures et d'exécutions dans des camps disciplinaires de l'ANC en Angola, en 1984, à la suite de mutineries de la part de membres de son aile armée. Ceux-ci se seraient rebellés pour refuser de combattre en Angola contre l'UNITA, pour aller au plus vite combattre en Afrique du Sud et auraient exigé un fonctionnement démocratique de leur mouvement (c'est du moins le témoignage qui a été publié à Londres en juillet 1990, dans la revue *Searchlight South Africa*.) L'ANC a donné sa version des faits, sans nier l'existence de ces soulèvements (voir l'article de Shauna Westcott dans *New Era*, Cape Town, hiver 1990). Or, cette affaire n'est sans doute pas sans intérêt pour comprendre le débat sur la lutte armée qui a surgi, dès 1985, dans les organes de presse de l'ANC et l'apparition grandissante d'un doute sur les capacités réelles de cette organisation pour mener la guérilla. ★

P. B.

ciste et avec les préjugés tribaux entretenus jusqu'à présent. De Klerk sait très bien qu'il doit jouer serré. L'éditorial de *Business Day*, du 17 septembre 1990, expliquait à son propos : « *Il suivra cette voie, ou des variantes raisonnables similaires, sous peine d'être écarté Il doit gouverner ou abdiquer.* »

Que va-t-il se passer alors dans l'ANC et le PC ? Situation mondiale et réorientation nationale pèsent en même temps sur les débats. En juin 1990, au cours d'une con-

férence de syndicalistes, Jeremy Cronin, membre de la direction du PC, expliquait qu'il y avait deux possibilités : soit l'ANC évolue à droite sous la pression des classes non prolétariennes et, dans ce cas, il faudra renforcer le poids du parti représentant la classe ouvrière ; soit « *après une première phase de transformations nationales démocratiques, des progrès notables et rapides vers le socialisme seront accomplis. (...) Dans cette éventualité, il faut envisager la transformation de l'ANC en un parti socialiste large de masse, au sein duquel se fondera le Parti communiste* » (24). Mais les choses ne peuvent plus désormais se passer de cette manière. Jeremy Cronin nous montre peut-être ainsi que deux positions existent d'ores et déjà dans le PC : l'une voudrait prendre ses distances par rapport à Mandela et l'autre, suivant l'évolution de nombreux partis communistes dans le monde, serait prête à se fondre dans un projet "social-démocrate".

Les semaines à venir vont, en tout cas,

confirmer ces tensions. Le PC sud-africain n'échappera pas à la crise d'identité qui frappe ses homologues au niveau international, par rapport à leur passé et à leur projet politique national. Dès lors, tous les cas de figure sont possibles.

Mais, quel que soit l'avenir des relations entre le PC et l'ANC, le débat aura lieu et engendrera de vives tensions dans les rangs communistes.

Dans ce climat de reculs et d'abandons, il n'est pas impossible que des militants cherchent une autre voie ; c'est du moins souhaitable.

Des premiers éléments de défaite se mettent en place ; son degré de gravité dépendra des recompositions politiques éventuelles qui pourraient naître de la crise des forces majoritaires. Mais, pour que cela se fasse rapidement, il faudra que la gauche révolutionnaire apparaisse comme un pôle de référence crédible.

Voilà le défi qu'il faut affronter, si l'on veut que la mémoire des luttes des années 1980 ne se perde pas pour longtemps. ★

11 octobre 1990

18) Avant 1985, le modèle du Parti des travailleurs (PT) du Brésil avait été parfois évoqué comme une perspective à long terme.

19) L'AZAPO est liée au courant de la conscience noire, et se réclame du socialisme.

20) Les positions économiques du PAC sont restées extrêmement confuses et ses références au socialisme très formelles. Voir *An africanist's view of economic emancipation*, Siphon Shabalala, Skotaville Publisher, 1990.

21) *Cape Times*, 18 septembre 1990.

22) La seule organisation qui y ait défendu une ligne d'unité et d'indépendance du mouvement de libération a été l'Organisation des travailleurs pour une action socialiste (WOSA) (Voir *Inprecor* n° 314 du 14 septembre 1990).

23) Un nouveau projet scolaire permettrait à certaines écoles de rester "blanches" (ou autre "races"), par référendum des parents. Voir *The Star*, 11 septembre 1990.

24) *South African Labour Bulletin*, septembre 1990.

Un continent en vente ?

CETTE "Entreprise" se propose de combiner trois facteurs généraux : la restructuration ou la réduction de la dette envers le gouvernement des Etats-Unis ; la création d'un fonds pour les Amériques de 300 millions de dollars, dont le tiers devraient être fourni par les Etats-Unis ; l'appui du gouvernement nord-américain, au sein de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le libre commerce (GATT), pour négocier une réduction des tarifs douaniers pour les produits d'Amérique latine et des Caraïbes (2).

En contrepartie, les gouvernements de la région s'engagent à promouvoir des plans destinés à libéraliser leur commerce extérieur et leurs réglementations concernant les investissements étrangers ; à développer des mesures de transfert de leur dette extérieure en actions ou en nature ; à avancer concrètement vers l'intégration d'une zone de libre échange à l'échelle du continent américain ; à négocier et à obtenir, au préalable, l'accord du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale quant à leurs programmes d'ajustement dans chaque pays ; à discuter de leur propre dette, pays par pays, avec les Etats-Unis. Tout cela pour 100 millions de dollars ! On croirait que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont à vendre.

Du plan Brady au plan Bush

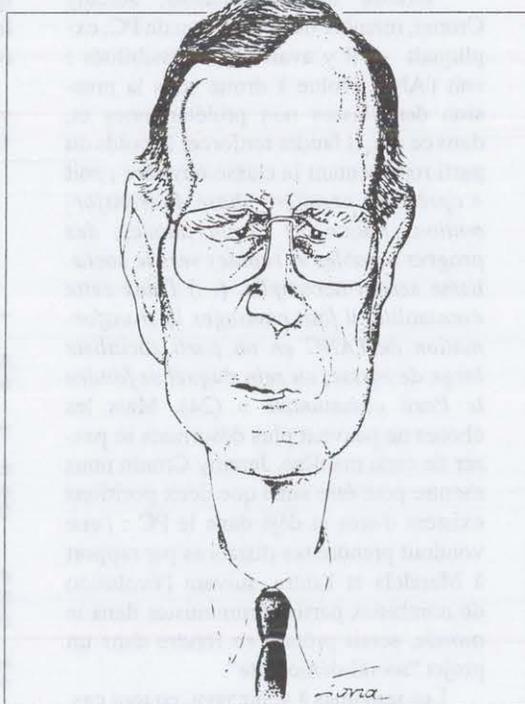
Précédée par le plan Brady (voir *Inprecor* n° 313 du 13 juillet 1990) en mars 1989, qui cherchait à "alléger" le poids de la dette extérieure des pays les plus endettés, cette initiative a conduit les principaux gouvernements d'Amérique latine à rechercher la manière de profiter au mieux du plan Bush. On a assisté à une véritable avalanche de déclarations et de compromis à tous les niveaux de la part des gouvernements des pays latino-américains, déjà totalement dévastés, comme si il s'agissait de faire un maximum de concessions en une minimum de temps.

Pourquoi maintenant ? On peut répondre à cette question de plusieurs manières.

Le 27 juin 1990, le président Bush a rendu publique sa proposition d'*Entreprise pour l'initiative des Amériques* dont l'objectif est la création d'une zone de libre commerce « depuis le port d'Anchorage en Alaska, jusqu'à la Terre de feu au Chili » (1) ; en échange, le gouvernement nord-américain s'engagera dans la restructuration ou la réduction de la dette que ses homologues d'Amérique latine ont contracté auprès de lui qui, selon les mots du président Bush, approcherait les 12 milliards de dollars. « L'Amérique latine a besoin de commerce, pas d'aide. » Telle est l'affirmation lancée par Bush, pour présenter sa proposition.

Alfonso MORO

La première est à rapprocher du processus d'intégration commerciale et financier dans lequel se sont embarqués, depuis quelques années, les gouvernements d'Europe occidentale et qui devrait culminer dans la constitution de la grande Europe en 1992. Cette "Europe sans frontières" mettra très sérieusement dans l'embarras l'impérialisme nord-américain, non seulement à cause de l'incontestable perte de compétitivité des produits en provenance des Etats-Unis, mais parce qu'elle ouvre, dès à présent, une nouvelle phase de lutte entre les impérialistes pour



savoir qui remportera la "part du lion" que représente l'Europe orientale avec les politiques d'ouverture de marchés et d'application de "programmes d'ajustement" concoctés par le FMI (3).

La surproduction de marchandises et la sur-accumulation de capital actuelles sont les symptômes évidents d'une récession économique à laquelle les pays capitalistes vont bientôt être confrontés, à commencer par les Etats-Unis.

Que peut-on faire de mieux pour essayer d'écarter ce spectre que d'accroître la vente d'excédents commerciaux en Amérique latine ?

En outre, il est indéniable que l'invasion impérialiste nord-américaine de décembre 1989 à Panama avait engendré certaines frictions entre le gouvernement de Washington et certains présidents latino-américains (4). Mais l'accueil que ces mêmes présidents ont donné à cette nouvelle "initiative" confirme la maxime selon laquelle « les affaires sont les affaires ».

En fin de compte, comme l'a reconnu la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), « en 1989, après neuf ans de courageux efforts pour sortir de la crise, la majorité des pays d'Amérique latine et des Caraïbes semble être arrivée à la limite de ses possibilités d'ajustement extérieur avec ses structures productives actuelles » (5). En d'autres termes, la décennie d'austérité durant laquelle les peuples de ces régions ont été soumis aux diktats du FMI, avec l'approbation de leurs

1) *International Herald Tribune* du 29 juin 1990.

2) A l'occasion de la "Table ronde d'Uruguay", il est apparu clairement qu'il existait une divergence entre l'"ouverture" promue par les Etats-Unis dans le domaine des produits agricoles et la Communauté économique européenne (CEE) qui s'y oppose. Les Etats-Unis cherchent à profiter de leurs avantages en matière de biotechnologie et à gagner un espace sur le marché européen.

3) Déjà en 1988, la République fédérale allemande (RFA) est apparue comme le premier exportateur mondial, suivie par les Etats-Unis et le Japon. Voir *L'évolution du commerce international, Problèmes économiques* n° 2150, novembre 1989.

4) Rappelons que les chancelliers du Mexique et du Venezuela, lors d'une rencontre avec leurs homologues de la CEE, ont accusé les Etats-Unis de « violer le droit international » au moment de l'invasion du Panama. *El Pais* du 11 avril 1990.

5) CEPAL, *Bilan préparatoire de l'économie latino-américaine en 1989*, Commerce extérieur, Mexico, février 1990.

gouvernements, n'a pas réussi à sortir l'Amérique latine de sa crise la plus profonde. Cela a pour conséquence non seulement un recul généralisé de tous les indicateurs du développement social, mais aussi l'exaspération de la population vis-à-vis de toutes les promesses gouvernementales et la reprise de mobilisations sociales de grande envergure.

Réponses sur fond de reddition

Il est sûr que depuis le début de la "crise de la dette extérieure", en 1982, les gouvernements latino-américains s'acheminent vers un processus croissant d'intégration commerciale et politique avec les Etats-Unis, dont le plan Bush fixe les principales règles. Grâce à l'utilisation de l'arme de la dette extérieure et de toute sorte de mécanismes économiques d'inspiration néolibérale, les pays d'Amérique latine ont subi une véritable perte de leur souveraineté nationale, non seulement sur le terrain strictement économique (la dollarisation généralisée), mais aussi et principalement dans le domaine politique (rôle du FMI dans l'élaboration, l'application et le suivi des plans d'austérité).

La totalité des gouvernements de la région, le Mexique en tête (6), a appliqué des programmes libéralisant leur commerce extérieur, comme le désire Bush. Il semble que maintenant il s'agisse juste d'officialiser un processus engagé depuis un long moment.

Profitant de sa visite à Washington, le social-démocrate Rodrigo Borja, président sortant de l'Equateur (7), fut le premier à annoncer qu'il était parvenu à un accord avec Bush pour que son pays soit partie prenante de l'Initiative. Cette déclaration fut suivie de celles des présidents argentin et brésilien, Menem et Collor, qui approuvèrent la création d'une commission pour discuter avec Washington de l'« établissement de la zone de libre commerce ». La Bolivie et la Colombie se sont déjà associées à la proposition, ainsi que les représentants des gouvernements chilien et uruguayen, et la totalité des gouvernements d'Amérique centrale (8). De plus, comme on pouvait s'y attendre, le Groupe des Sept qui comprend les principaux pays impérialistes, a également déjà donné son aval implicite à cette proposition (9).

Jusqu'à présent les offres des impérialistes et des bourgeoisies latino-américaines pour « accéder à l'ère de la moder-

nité » se sont seulement traduites par une "modernisation de la pauvreté" et par une vague de reprivatisations grâce auxquelles on a livré le patrimoine de ces pays au capital étranger. L'idée qu'il faut "rendre flexibles" les normes pour l'investissement étranger devient tautologique devant l'évidence des mesures adoptées par les gouvernements de la région. Au Mexique, au cours de la seule année 1990, on a reprivatisé le téléphone et la banque ; au Venezuela, la principale ligne aérienne ; au Honduras, les compagnies d'électricité et d'eau po-



table ; en Bolivie, la compagnie aérienne, les chemins de fer et une partie des mines ; en Argentine, la compagnie aérienne, les chemins de fer, les autoroutes et les gisements de pétrole ; quant au Brésil, on annonce la vente, en novembre 1990 (après les élections), d'entreprises sidérurgiques, pétrochimiques, de fabrication de locomotives et d'équipements industriels...

Des relations d'égalité avec les Etats-Unis ?

Personne n'affirme que la création d'une zone de libre échange va se faire du jour au lendemain. Bush et ses sous-fifres parlent d'une période de deux à quatre ans. Mais la question des délais est mineure. Il est inimaginable qu'une véritable zone de libre échange équitable existe entre ces pays dépendants et les Etats-Unis. La levée des barrières douanières est "justifiée" par le fait que celles-ci auraient contribué à la baisse de la productivité du travail, et qu'il n'y a donc pas de raison pour maintenir des différences entre pays impérialistes et sous-développés, mais qu'il existe, au contraire, la possibilité d'arriver à un

"monde dual" dans tous les pays (zones ultra-développées, à côté de régions d'une extrême misère). En bref, il s'agit de rendre égal ce qui est structurellement inégal et de permettre que les normes de travail soient fixées par les multinationales. C'est là que les faiblesses et les dangers du plan Bush se font jour. Faiblesses, car l'instabilité économique, sociale et politique de la région joue contre lui ; dangers, parce que si les peuples latino-américains ne répondent pas de manière efficace et coordonnée à cette nouvelle offensive, nous assisterons, dans peu de temps, à une situation d'absorption irréversible, aux coûts incalculables.

Les petits "cadeaux" de Bush

Le rapport déjà cité de la CEPAL indique qu'en 1989, le Produit intérieur brut (PIB) moyen par habitant en Amérique latine a chuté au niveau de 1977-78, tandis que le taux d'inflation moyen atteignait presque 1 000 % pour la première fois dans l'histoire. Trois facteurs supplémentaires s'ajoutent à cette situation pathétique : la même année, la dette extérieure de la région atteignait 416 milliards de dollars et trois des principaux pays débiteurs cessaient de payer leur dette extérieure (Brésil, Argentine et Venezuela). Alors que la banque privée internationale effectuait seulement un prêt à court terme au gouvernement colombien, la région transférait 25 milliards de dollars au titre du service de la dette. Cette somme s'ajoute aux 200 milliards de dollars que les peuples de la région ont payé tout au long de la décennie, sous forme de remboursement du capital ou des intérêts de la dette.

S'il restait des doutes sur le fait que le pillage impérialiste survit cinq siècles après la conquête, ces chiffres en sont la preuve.

Les miettes qu'offre Bush ne sortiront pas ces pays de la crise. Les chiffres montrent par eux-mêmes qu'il faut arracher l'annulation totale de la dette extérieure,

6) La négociation secrète entre les gouvernements des Etats-Unis et du Mexique fut découverte en mars 1990 grâce à des informations parues dans la presse nord-américaine. *Proceso* n° 700, Mexico, avril 1990.

7) Lors des élections du 17 juin 1990, le parti au pouvoir Gauche démocratique (social-démocrate) de Rodrigo Borja obtint moins de la moitié de sa représentation antérieure à la Chambre des députés, passant de 30 à 14 députés. Voir *Informe Latino-americano* (IL) n° 27, Londres, 19 juillet 1990.

8) Voir IL n° 27, 29 et 31 et *Pensamiento Propio*, Nicaragua, juillet 1990.

9) *Le Monde* du 9 juillet 1990.

“tiers monde” ; il faut aussi avancer dans la structuration d’un bloc continental des pays endettés.

Deux rapports d’institutions que l’ont ne peut pas qualifier de “gauchistes” éclairent l’“efficacité” des mesures d’ajustement promues par le FMI et reprises par Bush dans son programme. Dans une enquête effectuée dans dix pays d’Amérique latine la CEPAL a conclu que : « *Alors qu’en 1970 les pauvres d’Amérique latine étaient 112 millions, ils étaient 183 millions en 1989 (44 % de la population). Parmi eux, 88 millions d’indigents, soit 28 millions de plus qu’en 1970* » (10). Que faut-il comprendre par “indigents” ? Le président de la Banque mondiale, Barber B. Conable, donne la réponse : « [ceux qui]... *ne disposent pas de 370 dollars par an pour vivre* » (11). Il y a donc 88 millions de personnes qui n’ont même pas un dollar par jour !

Est-ce que “le commerce et non l’aide” avec les Etats-Unis permettrait de dépasser cette situation ? Certainement pas. « *Bien que l’on prévoit pour toutes les régions une progression du revenu par habitant, l’Amérique latine et l’Afrique subsaharienne n’y parviendront probablement pas. Les réductions de la dette accordées dans le cadre de l’initiative Brady permettront à l’Amérique latine d’augmenter de 2,3 % son revenu par habitant, croissance qui fut en moyenne de 3,4 % par an entre 1965 et 1980. Si cette projection est correcte, il est peu probable que la population pauvre de l’Amérique latine diminue durant la décennie* » (12).

Monsieur Bush se montre sous son vrai jour quand il fixe à 100 millions de dollars (ou, si on veut, à 12 milliards de dollars, le montant de la dette envers son gouvernement) le coût que représenterait l’absorption de l’Amérique latine pour le gouvernement des Etats-Unis. Le cynisme et l’ambition impérialistes n’ont

pas de limites. Signalons simplement que, hormis cinq petits pays du sous-continent, tous les autres ont contracté plus de 40 % de leur dette extérieure auprès de banques privées internationales (13). L’“Initiative pour les Amériques” reflète l’intention du gouvernement nord-américain de ne pas effectuer de modifications dans les normes bancaires de son pays, ainsi que de ne pas utiliser de nouveaux fonds des Etats-Unis pour le plan Brady.

Arrêtons le pillage

La Déclaration de Sao Paulo (14) a pris clairement position contre cette nouvelle offensive des Etats-Unis. Maintenant, il faut des mesures concrètes qui permettent aux pauvres et aux dépossédés d’Amérique latine d’avoir des outils politiques pour la freiner. Cette tâche revient non seulement aux organisations qui ont participé à la rencontre au Brésil, mais aussi au large éventail de forces de la région qui se disent démocrates. Les faits concrets montreront qui peut offrir une alternative qualitativement différente à la politique des bourgeoisies latino-américaines et de l’impérialisme.

Dans tous les pays d’Amérique latine on assiste au développement de mobilisations populaires contre les plans d’austérité et contre leur gouvernements. En Argentine, près de 900 000 travailleurs ont fait grève, en juillet 1990, pour rejeter la politique de Menem, dont la cote de popularité n’arrête pas de baisser. En Uruguay, l’Assemblée intersyndicale des travailleurs (PIT-CNT) a réalisé, en juin 1990, la quatrième grève générale contre le gouvernement Lacalle. Les travailleurs de la santé et les ouvriers agricoles ont mené des actions importantes au Honduras, ce qui a poussé le gouvernement à intervenir militairement pour en finir avec la grève de Tela Railroad. Le Nicaragua s’est mobilisé nationalement au début du



mois de juillet 1990 contre la volonté de la présidente Chamorro d’en finir avec les conquêtes de la révolution sandiniste.

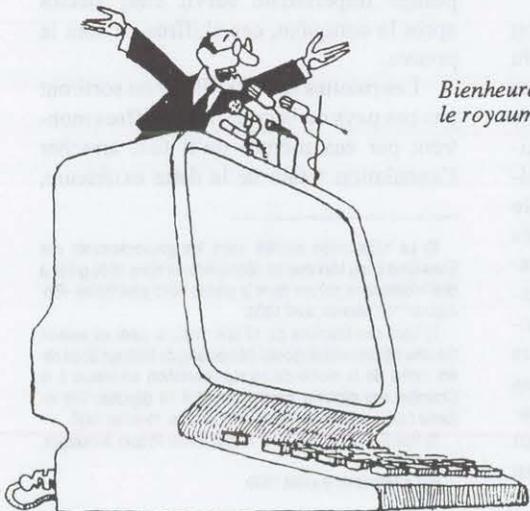
Multiplication des mouvements sociaux

En Equateur, le Front unitaire des travailleurs prépare la troisième grève nationale contre le gouvernement de Borja. Au Brésil, le nombre de jours de grève, en juin 1990, dépassait celui de juin 1989, considéré par le ministre du Travail comme le plus agité depuis 1964 ; il y a déjà eu 1,5 million de grévistes, sans compter les travailleurs de la Ford à San Bernardo del Campo (15) dirigés par la Centrale unique des travailleurs (CUT). En Bolivie, le 1er août 1990 ; une grève illimitée des travailleurs des gisements de pétrole boliviens a éclaté contre la privatisation de leur entreprise. Le peuple péruvien s’est mobilisé pour refuser le plan d’austérité approuvé par Fujimori, etc.

On ne peut pas dire que le continent latino-américain vive “la fin de l’histoire” et encore moins que les peuples d’Amérique latine soient disposés à remettre leur futur aux Etats-Unis pour 100 millions de dollars. ★

Septembre 1990

Bienheureux les hommes dépourvus de scrupules, le royaume des multinationales leur appartient !!



10) CEPAL, *Ampleur de la pauvreté en Amérique latine dans les années 80*, Chili, juillet 1990.
 11) Banque mondiale, *La pauvreté*, Paris, juin 1990.
 12) *Ibid.*
 13) *Ibid.*
 14) *Ibid.*
 15) Voir *Inprecor* n° 314 du 14 septembre 1990.

Droit d'asile pour José Maria Sison !

Le 13 juillet 1990, le ministère de la Justice des Pays-Bas a fait savoir qu'il rejetait la demande d'asile politique de José Maria Sison — "Joma", l'une des figures historiques du Parti communiste des Philippines (PCP).

Paul PETITJEAN

José Maria Sison a été le président du Parti communiste des Philippines, fondé en 1968, jusqu'à son arrestation par les militaires, en 1977. Sévèrement torturé, puis longtemps gardé au secret, il a été emprisonné sans procès jusqu'au renversement du régime Marcos. Il a été libéré, en 1986, au lendemain de la "révolution de février", avec de nombreux autres prisonniers politiques, sur ordre de Corazon Aquino, la nouvelle présidente.

Une fois libéré, Sison n'a pas repris le chemin de la clandestinité, sans pour autant renier ses options révolutionnaires ; il a poursuivi son action militante au grand jour, contribuant notamment à la constitution du Partido ng Bayan (le Parti du peuple), une organisation légale. Reprenant des activités universitaires, il a présenté des conférences, voyageant pour cela à l'étranger, notamment en Australie et en Europe.

Durant l'un de ces voyages, en 1988, le gouvernement philippin lui a retiré son passeport, alors qu'une violente campagne était par ailleurs déclenchée contre lui aux Philippines par voie d'affiches et de presse. C'est dans ce contexte qu'il a été amené à formuler une demande d'asile politique aux Pays-Bas.

Le rejet de cette requête est grave, et ce à plus d'un titre. Selon les autorités néerlandaises, José Maria Sison ne risquerait que d'être poursuivi en justice, et non pas d'être persécuté, s'il revenait dans son pays. Pourtant, sa tête est mise à prix — pour un million de pesos, soit près de 50 000 dollars, celle de sa femme Julieta "valant" 500 000 pesos —, ce qui veut concrètement dire, qu'aux Philippines, n'importe qui peut les abattre pour toucher ces primes. Plusieurs dirigeants du Partido ng Bayan ont d'ailleurs été assassinés, alors qu'ils n'étaient même pas menacés d'inculpation. L'ancien président du PCP reste évidemment une cible symbolique de choix pour tous les "escadrons de la mort" et autres groupes de "vigilants" qui hantent le pays (1). Refoulés aux Philippines, Julieta et Joma Sison risqueraient donc la mort.

Le ministère néerlandais de la Justice évoque, en outre, un autre argument, particulièrement dangereux, pour justifier sa décision. Il utilise en effet la notion d'"auteur intellectuel" — *auctor intellectualis* — pour affirmer que José Maria Sison, même résident aux Pays-Bas, peut avoir à répondre devant la justice philippine des actions de la guérilla communiste, la Nouvelle armée du peuple. Cette caractérisation est évidemment extensible à souhait ; elle peut notamment permettre d'inculper, au gré des besoins, tout militant révolutionnaire, en fonction de ses seules convictions, quelque soient les actions qu'il ait commises.

Une telle décision est, en fait, une remise en cause du droit européen traditionnel en matière d'asile politique et elle a une dimension internationale. Elle intervient au moment où les gouvernements européens mettent au point,

Situation chaotique

La situation ne cesse de se détériorer aux Philippines. Une nouvelle rébellion militaire s'est produite dans l'île méridionale de Mindanao, le 4 octobre 1990. L'aviation gouvernementale a dû intervenir pour la réduire, sans résoudre pour autant le problème majeur que pose la dissidence au sein des formes armées. La crise sociale s'aiguise, aggravée par la hausse des produits pétroliers et l'effondrement du marché de la main-d'œuvre immigrée au Moyen-Orient.

Pressée de toutes parts, la présidente Aquino a proposé l'ouverture de nouveaux pourparlers de paix tant avec l'extrême droite militaire, qu'avec le Front national démocratique (NDF) et le Parti communiste. Un porte-parole du gouvernement, José Yap, s'est rendu aux Pays-Bas pour y rencontrer la représentation du NDF, dont Luis Jalandoni, vice-président du Front pour les affaires internationales. Il en a profité pour consulter aussi Sison. ★

Les lettres et messages de protestation contre le refus d'accorder l'asile politique à José Maria Sison peuvent être envoyés à l'adresse suivante :

Ministère de la Justice des Pays-Bas
Postbus 20301
2500 EH Den Haag — Pays-Bas

Un comité de défense des réfugiés politiques philippins aux Pays-Bas s'est constitué, à la suite de la décision du ministère. Il est important de lui envoyer copie des lettres et messages :

Steuncomité Filippijnse Vluchtelingen
Postbus 9376
3506 GL Utrecht — Pays-Bas

dans le secret des négociations de Schengen, de nouvelles mesures répressives, sous prétexte d'harmoniser les politiques d'"accueil" en 1992 (2). Cette mesure constitue un précédent qui aura des implications dans les autres pays de la Communauté européenne. Elle est d'autant plus significative que la lettre du ministère néerlandais de la Justice est signée par le secrétaire d'Etat Aad Kosto, membre du Parti social-démocrate néerlandais, qui participe à la coalition gouvernementale, et non par un représentant du Parti chrétien démocrate.

Les gouvernements des Philippines et des Etats-Unis ont évidemment exercé de nombreuses pressions sur leur homologue néerlandais pour que José Maria Sison se voit refuser l'asile politique.

Sison a fait appel et sa requête devrait être examinée prochainement ; le gouvernement peut être amené à revenir sur sa première décision. José Maria peut obtenir gain de cause. Il est donc essentiel d'agir, et vite. De nombreuses personnalités et organisations, aux Pays-Bas, ont déjà apporté leur soutien à sa demande d'asile politique. La section néerlandaise d'Amnesty International parrainait Sison dès avant la décision du ministère, spécifiant qu'elle appuyait sa demande en vue de recevoir le statut de réfugié "A", le plus protecteur.

Ce cas dépasse les seuls Pays-Bas, compte tenu du processus d'unification des règles du droit d'asile et de séjour en Europe et des pressions exercées par les gouvernements des Etats-Unis et des Philippines. Il est donc important de donner à cette campagne de défense une véritable dimension internationale. ★

9 octobre 1990

1) En 1987 déjà, Amnesty International avait publié un rapport alarmant sur la multiplication des groupes paramilitaires de toutes sortes, aux Philippines, et sur leurs actions. Voir *Inprecor* n° 265 et 298 des 9 mai 1988 et 27 novembre 1989.

2) Voir à ce sujet "La politique européenne d'accueil des réfugiés", Michel Hainz, *Etudes*, mai 1990 ; *Inprecor* n° 311 du 15 juin 1990.

Sur les traces de l'Empire ottoman

DES MAI 1916, à travers les Accords de Sykes-Picot, les impérialismes français et britannique manifestaient leur volonté de se partager les terres arabes sous domination ottomane. C'est également durant la Première Guerre mondiale que la déclaration Balfour des Britanniques posa les premiers jalons de la création de l'Etat d'Israël (1) ; ce processus s'accéléra en 1919, par la signature d'un accord entre l'Organisation sioniste mondiale et la dynastie des Hachémites (2), principal allié arabe des Britanniques contre l'Empire ottoman.

En 1916, le Royaume du Hijâz était fondé autour de la Mecque ; Husayn ibn Ali, l'émir hachémite de la Mecque (3) s'opposait aux intérêts britanniques, poursuivant la chimère d'un empire pan-arabe. En 1920, les Accords de San Remo attribuèrent le Liban et la Syrie au mandat français, alors que la Jordanie, la Palestine et l'Irak restaient sous mandat britannique. Partie intégrante de la province de Bassorah (dans l'Irak actuel), à l'époque ottomane, le Koweït passa sous protectorat britannique en 1913. L'émir de la Mecque ayant perdu la guerre contre la dynastie Saoud, le Hijâz fut remplacé en 1932 par le royaume saoudien.

A l'ombre de l'impérialisme

Après la mise à l'écart de la Turquie de la zone du pétrole, la domination impérialiste au Moyen-Orient n'a pas connu d'obstacle majeur jusqu'à la fondation de l'Etat d'Israël, en 1948. Le réveil du nationalisme arabe autour de la question palestinienne, l'éviction des directions traditionnelles par une petite bourgeoisie nationaliste, l'entrée en scène de l'Union soviétique en tant qu'alliée de ces régimes, et enfin le remplacement de la Grande-Bretagne par les Etats-Unis comme principale force impérialiste, ont modifié ces données. Le contrôle du pétrole moyen-oriental s'est de plus en plus heurté à des crises et des luttes complexes ; l'impérialisme a dû mettre au point une série de stratégies d'alliances nouvelles et variables.

Neutre durant la Seconde Guerre mondiale, la Turquie s'est progressivement rapprochée du bloc occidental, lors de la "guerre froide". Dès 1947, dans le cadre de l'aide économique américaine,

La carte actuelle du Moyen-Orient a été tracée, à la fin de la Première Guerre mondiale, en grande partie sur les restes de l'Empire ottoman qui avait dominé cette zone durant plus de quatre siècles. Aujourd'hui, plus de 70 ans après, la Turquie tente à nouveau de jouer un rôle central dans la région.

Fuat ORÇUN

suivant la doctrine Truman (4), la Turquie a bénéficié du Plan Marshall puis a demandé à intégrer le Traité de l'alliance de l'Atlantique nord (OTAN). Accueillie d'abord avec des réserves, cette candidature fut favorisée par la crise iranienne et la nationalisation du pétrole par le Premier ministre de ce pays, Mossadegh, en 1951 (ce dernier fut renversé par un coup d'Etat, en 1953). L'adhésion de la Turquie à l'OTAN (devenue effective en 1952, après que ce pays paye son tribut en envoyant un contingent de 4 500 hommes participer à la guerre de Corée) a prolongé les frontières de l'Alliance atlantique à l'intérieur du Moyen-Orient.

La fonction attribuée publiquement à la Turquie au sein de l'OTAN était de combattre la "menace soviétique" ; dans les faits, elle fut de plus en plus amenée à défendre les intérêts occidentaux au Moyen-Orient, notamment ceux de la Grande-Bretagne.

Auparavant, les Britanniques avaient défendu, en vain, la proposition de créer un Commandement du Moyen-Orient, prototype d'une force d'intervention armée de l'impérialisme dans la région.

Le Pacte de Bagdad, en 1955, réunissant la Turquie et l'Irak d'abord, puis la Grande-Bretagne, le Pakistan et l'Iran, constitua la première tentative sérieuse d'alliance pro-impérialiste. Les Etats-Unis se contentèrent d'y participer à titre d'"observateurs" parce qu'Israël en était exclu, et pour éviter une friction supplémentaire avec l'Union soviétique. Ce traité donnait aussi à la Grande-Bretagne des garanties pour ses bases militaires en Irak.

C'est à la suite du Pacte de Bagdad que l'Egypte et la Syrie, en conflit avec l'Irak, fondèrent à leur tour un commandement militaire unifié et que les Saoudiens signèrent des accords avec ces deux

pays. Lors de la conférence afro-asiatique de Bandung, toujours en 1955, la Turquie fut déléguée par les Etats-Unis pour tenir un discours pro-impérialiste, afin d'influencer les pays qui recherchaient une "troisième voie" entre l'impérialisme et le bloc soviétique. A Bandung, l'Irak, la Jordanie, le Liban et la Libye se rangèrent du côté occidental tandis que l'Egypte, la Syrie, le Yémen et l'Arabie saoudite restaient neutres (l'attitude saoudienne étant surtout déterminée par un conflit dynastique avec la Jordanie et l'Irak).

Premières fausses notes

Cependant, lors des principaux conflits, il apparut très vite que les membres du Pacte de Bagdad étaient incapables d'agir à l'unisson. En 1956, la France et la Grande-Bretagne intervenaient militairement à Suez contre la nationalisation du canal décrétée par le président égyptien Nasser et Israël en profitait pour attaquer l'Egypte. Hormis la Grande-Bretagne, les membres du Pacte de Bagdad réagirent négativement à ces interventions et se rangèrent du côté arabe sur la question palestinienne.

Le 14 juillet 1958, le roi Faysâl II d'Irak était renversé par un coup d'Etat militaire, alors qu'il se rendait à une réunion du Pacte de Bagdad (5) ; cela allait bouleverser les équilibres au Moyen-Orient de fond en comble. Le lendemain, les Etats-Unis envoyaient leurs *marines* au Liban, alors que la Grande-Bretagne intervenait militairement en Jordanie, prenant prétexte à chaque fois, des "demandes officielles des gouvernements légitimes" de ces deux pays. La Turquie se

1) Le 2 novembre 1917, Lord Balfour, ministre des Affaires étrangères britannique, proposa la création d'un "foyer national juif" en Palestine.

2) Hachémites : Famille dont, depuis le XI^e siècle, sont issus les émirs héréditaires de La Mecque, gardiens des lieux saints de l'Islam.

3) Ses deux fils, Faysâl Ier et Abdullâh fondèrent respectivement les monarchies hachémites d'Irak et de Jordanie, avec le soutien de la Couronne britannique.

4) Harry Truman devint président des Etats-Unis à la mort de Roosevelt en 1945. Il fut l'instigateur du plan Marshall d'aide économique à l'Europe qui avait pour but de freiner l'"expansionnisme" soviétique dans l'après-guerre. Il pratiqua une politique de raidissement par rapport à l'URSS ("guerre froide" et maccarthysme) et à la Chine (guerre de Corée).

5) Ce coup de force du général Kassem mit fin à la monarchie et proclama la République. En février 1963, Kassem fut à son tour renversé par un coup d'Etat fomenté par la partie modérée du parti Baas qui porta le maréchal Aref au pouvoir.

rangea inconditionnellement du côté impérialiste, autorisant même les Etats-Unis à utiliser la base aérienne militaire d'Incirlik, à Adana, à côté de la frontière syrienne. Dans un premier temps, elle refusa même de reconnaître le gouvernement irakien et soutint la fédération composée des deux royaumes hachémites de Jordanie et d'Irak (6).

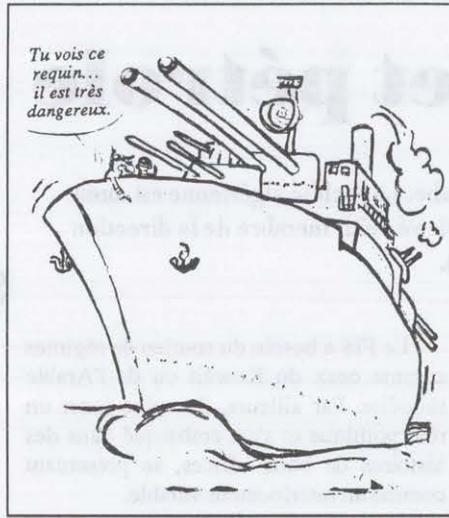
Après le coup d'Etat en Irak et le départ de ce pays du Pacte de Bagdad, une nouvelle alliance pro-impérialiste, l'Organisation du traité central (CENTO), a été fondée par les gouvernements de Turquie, de Grande-Bretagne, du Pakistan et d'Iran.

Le rôle pro-impérialiste de la Turquie ne se limitait pas au Moyen-Orient : aux Nations-Unies, lors des débats sur l'Algérie, et durant la crise de Cuba en 1963, elle se rangea aussi du côté occidental. Ce fut le premier Etat à appliquer l'embargo contre l'île et, en échange des fusées soviétiques à Cuba, les fusées américaines Jupiter furent retirées de Turquie.

Refroidissement des amitiés

L'engagement pro-américain de la Turquie connut une période de crise à la suite du conflit de Chypre, dès 1963, les Occidentaux s'étant plutôt prononcés en faveur des thèses grecques (7). Une période de détente dans les relations soviéto-turques s'installa alors. La politique turque au Moyen-Orient devint plus neutre : non-intervention dans les affaires inter-arabes, attitude plus froide envers les régimes radicaux, plus positive envers les régimes pro-occidentaux, et solidarité diplomatique avec les Arabes sur la question palestinienne.

Ce profil plus indépendant a été remis en cause dans la dernière décennie, avec l'arrivée au pouvoir de Khomeiny en Iran, l'invasion soviétique en Afghanistan et le coup d'Etat militaire de 1980 en Turquie. Mais deux données nouvelles allaient quelque peu modifier la politique extérieure turque des années 50 ; d'une part, l'essor des mouvements démocratiques nationaux kurde et, indirectement, palestinien ; de l'autre, le fait que l'islam, en dehors de sa version saoudienne, était désormais porté aussi par le radicalisme de type iranien et devenait un élément de poids dans la région, au même titre que le nationalisme arabe. Ainsi, le parti islamiste était devenu un facteur important de la politique intérieure turque, bien avant la chute du shah d'Iran, et il avait démesurément augmenté son influence, grâce à sa participa-



Dessin issu de la revue humoristique turque *Girgir*.

tion aux divers gouvernements de coalition des années 70.

Quoi qu'il en soit, la place de la Turquie sur l'échiquier international reste plus que confuse. Membre de l'OTAN et nouveau candidat à la Communauté économique européenne (CEE), il s'agit d'un pays occidental, comparé à l'Orient, mais oriental, comparé à l'Occident. L'idéologie officielle et les institutions sont de type occidental, alors que les mœurs et les mentalités dénotent de leur orientalisme. La marge de manœuvre de la politique turque est réduite : elle peut avoir une position ou pro-occidentale ou neutre, mais jamais radicale. La crise du Koweït a représenté l'occasion rêvée pour le président Özal de remettre en cause ce *statu quo*.

Partant du présupposé que cette affaire allait modifier radicalement la carte du Moyen-Orient, Özal a décidé d'abandonner le non-interventionnisme dans les affaires arabes et de mener une politique pro-américaine "active" afin de pouvoir avoir une place à la table de négociations des futurs vainqueurs et de s'octroyer des morceaux de choix dans le partage du butin (8). Mais cette politique de "faucou" d'Özal est loin de faire

l'unanimité, y compris au sein de son propre parti. De plus, la Turquie n'a nullement les moyens économiques et militaires de jouer un rôle clé dans la région, même si c'est le pays le plus industrialisé du Moyen-Orient. La facture de la crise actuelle s'élèvera sans doute à 10 milliards de dollars pour la Turquie, pour une seule année.

Özal a basé tout son projet sur une chute imminente du régime irakien et sur le départ de Saddam Hussein ; mais les Etats-Unis ne sont pas encore intervenus

militairement. Le seul bénéfice tangible de la Turquie dans la crise du Golfe sera une rentrée de 3 milliards de dollars en devises, provenant sans doute du Moyen-Orient ; en revanche, la facture pétrolière ne cesse d'augmenter et menace la stabilité de son économie, d'autant plus que le tiers de ses exportations va au Moyen-Orient.

Questions non résolues

L'invasion du Koweït par l'Irak a remis une fois de plus à l'ordre du jour les problèmes chroniques de la région : le partage des anciennes colonies ottomanes après la Première Guerre mondiale ; la question palestinienne ; la question kurde, souvent oubliée ; le nationalisme démagogique des castes bureaucratiques de certains régimes arabes qui disposent d'une base sociale plus qu'hypothétique, et que l'URSS avait qualifiés, dans les années 50, de « pionniers de la troisième voie non-capitaliste de développement » ; le renforcement de l'islamisme ; les contradictions entre les mini-Etats pétroliers, vivant dans l'opulence, et la pauvreté des masses arabes ; et, enfin, la présence belliqueuse de l'impérialisme qui veut assurer la sécurité du pétrole bon marché et sa mainmise, dans une "contre-guerre sainte" contre le méchant Hitler moderne qu'est ce monstre de Saddam...

De nombreuses forces progressistes de la région risquent de s'engouffrer derrière des "espoirs" et de soutenir le "sauveur" Saddam Hussein car sa démagogie peut en charmer certaines. Mais, en l'absence d'un rapport de forces interne autonome, les vents de l'extérieur peuvent tourner à tout moment... engendrant de nouvelles désillusions.

Tant que la question palestinienne et kurde ne sera pas réglée, que les régimes arabes réactionnaires resteront en place, que les Etats islamistes (de type saoudien ou iranien) seront intacts et tant que l'intervention impérialiste ne sera pas défaite, le cauchemar continuera au Moyen-Orient. ★

Istanbul, 15 septembre 1990

6) Fédération constituée en réaction à la République arabe unie : union entre l'Egypte et la Syrie, qui dura de février 1958 à septembre 1961.

7) Le méditerranéen que se disputent la Grèce et l'Empire ottoman depuis des siècles, Chypre proclama son "indépendance" en 1960 et devint une république présidée par le Grec Makarios, assisté d'un vice-président turc. En 1963, éclata un affrontement avec la Turquie, quand Makarios proposa de modifier la Constitution. En 1964, l'ONU envoya ses troupes à Chypre et les Grecs détruisirent le réduit turc de Mansura. En 1974, à la suite du renversement de Makarios par les "colonels" grecs, l'armée turque intervint directement dans l'île, causant de nombreux dommages. Actuellement la Turquie contrôle l'Etat fédéré turc de Kirbis à Chypre, que l'ONU ne reconnaît pas.

8) Voir *Inprecor* n° 314 du 14 septembre 1990.

Solidarité et pétrole

La crise du Golfe secoue toute la région arabe. La société algérienne est aussi percutée en profondeur. Nous avons interviewé Saïd, membre de la direction du Parti socialiste des travailleurs (PST) (1).

INPRECOR : Quelle est la position du gouvernement algérien face au conflit du Golfe ?

SAID : Le gouvernement algérien a une position extrêmement discrète ; il agit avec beaucoup de réserve et, en fait, se drape dans le "droit international". Il demande à la fois le retrait des troupes irakiennes du Koweït et celui des forces militaires des Etats-Unis. Officiellement, Alger n'a pris aucune distance par rapport aux sanctions prises par les Nations-Unies à l'encontre de l'Irak. Dans des instances comme la Ligue arabe ou l'Union du Maghreb, l'Algérie ne s'est pas faite remarquer ; elle s'est même abstenue lors du vote à la Ligue. L'Algérie, le Maroc et la Jordanie ont soumis un projet de règlement du conflit aux autres pays arabes, sans grand succès. Ce texte coupait la poire en deux, il exigeait le retrait irakien du Koweït et proposait que l'Irak garde le contrôle d'un champ pétrolifère.

◆ **Le Front de libération nationale (FLN), en tant que parti aux traditions nationalistes, a-t-il une attitude plus nuancée que celle du gouvernement ?**

Le FLN a effectivement une position nettement plus tranchée en faveur de l'Irak. Le sentiment nationaliste arabe qui l'a caractérisé a été regaillardé par l'attitude de Saddam Hussein ; il a trouvé dans cette affaire un porte-parole pour la nation arabe. Le pouvoir FLN met des préalables au retrait des troupes impérialistes, mais sa base militante est tout simplement favorable à Saddam.

◆ **Le Front islamique du salut (FIS), lui, semble louvoyer entre la nécessité de suivre le sentiment de sa base et ses bailleurs de fonds d'Arabie saoudite...**

D'emblée, la position du FIS a été mitigée et sa direction s'est placée dans une impasse. Sa base soutenait très clairement Saddam Hussein. Lors d'un meeting que le FIS a organisé sur le thème du devenir de la nation arabe, on a vu des banderoles clairement favorables à Saddam Hussein et d'autres plus critiques.

Le FIS a besoin du soutien de régimes comme ceux du Koweït ou de l'Arabie saoudite. Par ailleurs, il espère jouer un rôle politique et s'est embarqué dans des histoires de bons offices, se présentant comme un interlocuteur valable.

◆ **Et l'ancien président Ahmed Ben Bella (2) ?**

Il tient un double discours. En Algérie, il a développé une position de soutien à l'Irak très tranchée, très nationaliste, appelant même la population à aller se battre aux côtés des Irakiens. Ben Bella vise la même base populaire que le FIS et il se trace un chemin à coups de démagogie.

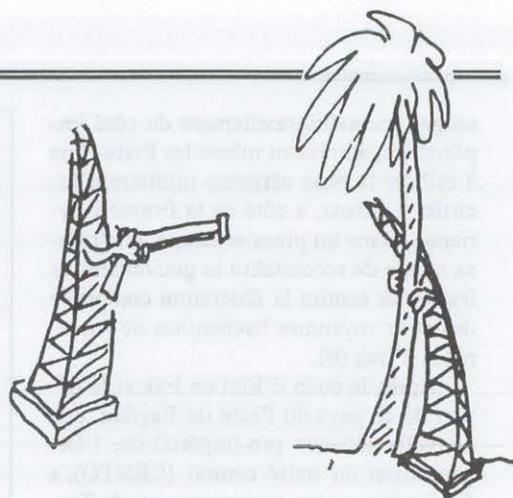
◆ **Comment réagit la population algérienne dans ce contexte ?**

Le sentiment anti-impérialiste prédomine ; dans toute l'Algérie les gens soutiennent Saddam. Mais cet état d'esprit a aussi évolué. Jusqu'au début du mois de septembre, dans les stades, lors des matchs de football, Saddam était glorifié ; il apparaissait comme celui qui avait fait plier l'impérialisme. Dans les zones berbérophones — qu'on ne peut sûrement pas soupçonner de pan-arabisme — le chef d'Etat irakien était aussi devenu un grand homme ; Saddam semblait lever la tête au moment où tout le monde plie l'échine.

Beaucoup d'Algériens regardent la télévision française ; le discours de l'"Occident" sur l'Irak n'a fait qu'augmenter le sentiment national arabe. Il faut, en outre, placer ces événements dans le contexte algérien ; chez nous, le nationalisme s'est terminé avec Boumédiène.

La crise du Golfe est un sujet fréquent de conversation dans les rues. Elle a évidemment touché la base des intégristes qui a trouvé, enfin, un héros capable de remplacer les hésitations de sa direction.

Mais aujourd'hui le sentiment et l'intérêt de la masse des gens ont baissé ; nous avons connu une rentrée catastrophique, le coût de la vie a énormément augmenté et la guerre du Golfe est passée, en tout cas pour l'instant, au deuxième plan des préoccupations des Algériens.



◆ **Y-a-t-il eu des initiatives au sujet du Golfe ?**

Le FLN a organisé une manifestation qui n'a pas rassemblé grand monde ; le Parti des travailleurs (ancienne organisation lambertiste) a réussi à rassembler 200 personnes devant l'ambassade des Etats-Unis ; et, enfin, le PST a organisé une réunion, à laquelle ont pris part environ 300 personnes, des représentants de l'Organisation des communistes révolutionnaires de Tunisie, des Palestiniens, des Libanais, etc.

Il existe un Comité de soutien au peuple irakien — auquel participe le PST — fondé à partir du travail de solidarité avec la Palestine qui se fait depuis des années, où l'on trouve la gauche nationaliste qui est surtout motivée par le pan-arabisme. Mais le discours de ce comité est très pro-irakien ; il est difficile, dans ce cadre, de rappeler ce qu'est la dictature de Saddam Hussein.

◆ **Quelles sont les répercussions que peut avoir la crise du Golfe sur la situation intérieure algérienne ?**

Il est encore prématuré de parler de cela, mais la hausse du prix du pétrole se fait déjà sentir. C'est une manne pour les gestionnaires et les "initiés" qui travaillent autour de la production algérienne de l'or noir. Des lignes de crédit s'ouvrent de nouveau pour l'Algérie ; une masse d'argent déferle.

Voilà ce qui permet de comprendre la position de réserve du gouvernement algérien, que la situation actuelle de guerre dans le Golfe arrange bien. ★

Propos recueillis par Cecilia Garmendia
8 octobre 1990

1) Voir *Inprecors* n° 305 et n° 312 des 23 mars et 15 juin 1990.

2) Premier président algérien après l'Indépendance. Déposé par Boumédiène, en 1965, puis emprisonné et exilé, il est rentré en Algérie dans les premiers jours d'octobre 1990.

JOURNEE INTERNATIONALE

Mobilisation contre l'armada



L'envoi de centaines de milliers de soldats en Arabie saoudite et l'accumulation de tonnes d'armement dans le Golfe ne peuvent que conduire à une guerre meurtrière, ruineuse et dévastatrice, qui ne profitera qu'aux marchands de canon, aux compagnies pétrolières et aux banquiers.

L'on n'a pas assisté à une semblable intervention des Etats-Unis depuis la guerre du Viêt-nam ; une telle aventure militaire n'a jamais englobé autant de soldats européens depuis la guerre d'Algérie.

Les peuples du monde n'ont aucun intérêt à une guerre contre ceux de la région arabe.

Nous ne faisons pas partie de ceux qui ont attendu août 1990 pour dire que Saddam Hussein est un dictateur — soutenu hier notamment par les gouvernements français, britannique et américain — comme nous n'avons pas attendu l'invasion du Koweït pour dénoncer le massacre des Kurdes ou la guerre contre l'Iran.

Mais, ce n'est pas en engageant la guerre contre le peuple irakien que l'on trouvera une solution aux droits des peuples, ni en utilisant le blocus alimentaire qui va affamer les habitants du Koweït et de l'Irak sans affecter Saddam Hussein. Ce blocus constitue déjà un acte de guerre, c'est un élément de la "logique de guerre".

Samedi 20 octobre 1990, aux Etats-Unis, aura lieu une journée nationale de protestation organisée par tous ceux qui ne veulent pas d'un nouveau Viêt-nam au Moyen-Orient.

Nous appelons toutes les forces qui veulent la paix partout dans le monde à manifester le 20 octobre 1990 leur refus de la guerre au même moment que le mouvement de la paix américain. Nous leur demandons de renforcer leur campagne contre la guerre après cette première journée internationale d'action.

Nous pouvons et nous devons agir massivement avant qu'il ne soit trop tard.

- Contre la guerre du Golfe.
- Pour la levée immédiate du blocus.
- Pour le retrait immédiat et inconditionnel des toutes les troupes étrangères de la région du Golfe. ★

Secrétariat unifié de la IVe Internationale
3 octobre 1990

PAYS-BAS

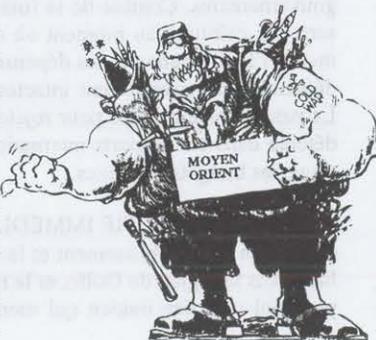
Environ 3 000 personnes ont manifesté à Amsterdam le 22 septembre 1990, exigeant la fin de l'intervention dans le Golfe et le rappel des navires de guerre néerlandais. Cette manifestation a été abondamment commentée par les médias. Le comité qui l'a organisée espère maintenant s'élargir au Mouvement de la paix et aux Verts.

Des voix commencent également à se faire entendre dans les centrales syndicales à propos du coût social de la crise du Golfe ; un syndicat indépendant de femmes a pris position contre la logique de guerre. Une nouvelle mobilisation est prévue et le comité discute des actions possibles si la guerre éclate.

De nouveaux navires néerlandais devraient appareiller pour le

Golfe au début novembre 1990, ce qui pourrait fournir l'occasion de nouvelles actions contre la logique de guerre.

Samedi 29 octobre, à Amsterdam, une réunion publique sur les événements dans le Golfe a rassemblé plus de 100 personnes, à l'initiative du Parti ouvrier socialiste (SAP, section néerlandaise de la IVe Internationale). ★



TUNISIE

En Tunisie, la direction du mouvement intégriste semble gênée par les événements du Golfe ; l'Organisation communiste révolutionnaire (OCR, organisation sympathisante de la IVe Internationale), dans une déclaration du 3 septembre 1990, souligne ces manœuvres.

« L'organisation des communistes révolutionnaires dénonce toutes les composantes de la réaction arabe, de même avec l'agression, avec à leur tête, le régime saoudien, qui n'a pas ménagé ses efforts pour protéger les intérêts des impérialistes, allant jusqu'à publier des fatwas autorisant la profanation des terres arabes et sacrées des musulmans. De la même façon, le régime baassiste syrien a dévoilé ses visées et son caractère antinationnel. (...) [Hafez-el-Assad] a sauvagement réprimé les masses syriennes solidaires de l'Irak.

« [L'organisation intégriste tunisienne] Ennahdha tente de camoufler sa position (...), mais elle ne peut pas dissimuler son allégeance à l'Arabie saoudite. » ★

FRANCE

Une manifestation contre la guerre dans le Golfe et pour le retrait des troupes françaises a rassemblé plus de 5 000 personnes à Paris, le 29 septembre 1990. Cette initiative, appelée par les Jeunesses communistes (JC), par la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) par les jeunes adhérents de la Confédération générale du travail (CGT) a été soutenue par les Verts et par de nombreuses organisations d'extrême-gauche dont la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IVe Internationale). Une journée nationale d'action est prévue, le 20 octobre.

Parallèlement à ces protestations, selon un sondage d'opinion publié dans *Le Monde* du 3 octobre 1990, 71 % des Français seraient d'accord avec l'investissement de leur pays dans le Golfe mais 83 % penseraient « qu'aucune cause, même la plus juste, ne justifierait une guerre » et qu'il « vaut toujours mieux négocier ou trouver un compromis, même avec un agresseur tel Saddam Hussein ». ★



Responsabilités ouest-allemandes

Les gaz toxiques utilisés à des fins meurtrières par l'Irak de Saddam Hussein durant la guerre avec l'Iran et contre les Kurdes irakiens, ont été fournis par la République fédérale allemande (RFA). D'après l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel* (n° 33, 1990), « aucune nation n'a autant aidé Saddam Hussein à construire le plus important et le plus fiable arsenal d'armes chimiques du tiers monde. (...) Aucun autre pays n'a équipé le Moyen-Orient de matériel si dangereux ». Selon le quotidien de gauche *Tageszeitung* (23 août 1990), il est évident qu'une inter-connexion entre Allemands, Brésiliens et Irakiens a donné durant des années à l'Irak les moyens de fabriquer des armes nucléaires.

De plus, du début des années 80 jusqu'à août 1990, l'armée et le grand capital ouest-allemands ont entraîné des officiers irakiens. Cela a été financé en premier lieu par la *Bundeswehr* (armée ouest-allemande), ensuite par des firmes intéressées dans l'armement (Daimler et Tochter) et enfin par la société Carl Duisberg, qui dépend du trust Bayer Leverkusen. Carl Duisberg, avec le professeur Haber, est connu pour être l'inventeur des gaz toxiques utilisés lors de la Première Guerre mondiale. ★

Contre l'intervention

I. LA CONCENTRATION en cours de troupes impérialistes en Arabie saoudite, sur les côtes du Golfe arabo-persique, dans ses eaux, en mer d'Oman et en mer Rouge, est inégalée depuis, au moins, la guerre d'agression américaine en Indochine. Le fait qu'elle ait mobilisé à ses côtés des supplétifs du tiers monde, de pays arabes, musulmans ou autres, jusques et y compris les militaires argentins, ne change rien à sa nature évidente.

Le maître d'œuvre de cette formidable concentration n'est autre que l'impérialisme américain. Son premier enjeu est de confirmer la suprématie militaire des Etats-Unis, dans un monde où ils sont plus libres que jamais d'agir à leur guise face à la débâcle des Etats staliens. C'est aujourd'hui le tiers-monde qui devient la cible principale de leur "dissuasion". Les rapaces de la Maison blanche et du Pentagone ont trouvé une bonne occasion de surmonter de façon décisive le "syndrome vietnamien" qui, hier encore, limitait leurs élans belliqueux. La Grenade, le Liban, puis Panama ont été les jalons de cette récupération par l'impérialisme américain de son rôle de gendarme mondial, prêt à intervenir à la rescousse de l'ordre impérialiste partout où il est menacé.

II. LA BUREAUCRATIE SOVIETIQUE, qui avait été précé-
dée sur cette voie par la bureaucratie chinoise, est aujourd'hui directement complice de l'entreprise impérialiste. Confrontés à de graves problèmes politiques, sociaux et économiques en Union soviétique même, les bureaucrates du Kremlin mendient aujourd'hui l'aide économique impérialiste. En échange, comme vient encore de l'illustrer le sommet d'Helsinki, ils abdiquent toute opposition, aussi minimale fût-elle, aux desseins de leurs nouveaux bailleurs de fonds. Cette collusion à un degré sans précédent, signe de la décrépitude du système bureaucratique, s'est manifestée au Conseil de sécurité de l'ONU. Les cinq "grandes puissances" qui y siègent ont été unanimes non seulement pour condamner l'invasion du Koweït par l'Irak, mais aussi pour avaliser le blocus décrété par les impérialistes, y compris en légitimant l'usage de leurs forces d'intervention pour l'imposer. Helsinki est apparu comme un acquiescement par avance de la part de Gorbatchev à l'agression américaine qui se prépare fébrilement.

III. LA NOUVELLE CROISADE impérialiste en cours contre l'Irak n'a rien à voir avec le "droit international" qu'elle prétend faire respecter par la force. Même pris dans sa conception la plus formelle, le soi-disant "droit international" ne saurait être arbitré par le club fermé des grandes puissances siégeant en permanence au Conseil de sécurité. Chacune de ces grandes puissances peut, par son droit de vote, y bloquer toute résolution du reste des Etats du monde. Ainsi, les résolutions du Conseil de sécurité ne sont-elles en fait que l'expression du consensus entre les grandes puissances. Aucun crédit ne peut être accordé à ces "justiciers" qui baffouent eux-mêmes allégrement, et quotidiennement, ce même "droit international". Aucun crédit ne peut être accordé à ces "juges" qui usent de divers poids et mesures, selon que les contrevenants au "droit" ou ceux qui subissent leurs actes figurent ou non parmi leurs clients. Leur hypocrisie est tout à fait flagrante ; nombreux sont les peuples qui peuvent en témoigner, y compris dans la zone même de l'intervention impérialiste où Kurdes, Libanais et Palestiniens savent ce qu'il faut penser de la garantie par les grandes puissances du "droit international", voire même de l'application des résolutions de l'ONU.

Le secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale a adopté, le 5 octobre 1990, la résolution suivante sur les événements du Golfe arabo-persique.

SU de la IVe INTERNATIONALE

IV. LA PRETENTION des puissances impérialistes à défendre la "démocratie" contre la dictature despotique de Saddam Hussein est encore plus risible. Combien de tyrans ont été installés et entretenus de par le monde par les Etats impérialistes ! Le tyran irakien lui-même, dont le régime n'a en rien changé de nature, était hier encore leur allié respectable, quand il combattait l'Iran et n'hésitait pas à gazer la population kurde. Ces soi-disant ardents défenseurs de la "démocratie" interviennent aujourd'hui contre l'Irak, en défense d'un régime anachronique au moins aussi peu démocratique, celui de l'émir du Koweït, et sur le territoire de l'Etat le moins démocratique et le plus réactionnaire du monde, notamment à l'égard des femmes, qu'est le royaume saoudien. Sans parler des supplétifs du tiers-monde qui, comme chacun sait, appartiennent au cercle des fiers "démocrates", tels que les militaires syriens, argentins ou pakistanais.

V. MEME L'EXPLICATION plus pernicieuse à l'intention des consommateurs des pays importateurs de pétrole, selon laquelle l'intervention impérialiste aurait pour but d'empêcher l'Irak de faire augmenter les prix du pétrole, n'est en fait qu'une contre-vérité. En effet, la hausse actuelle des cours pétroliers, le "nouveau choc pétrolier" — dont l'ampleur réelle est exagérée à dessein — n'est nullement le résultat de l'annexion du Koweït par l'Irak. Ce dernier ne demande pas mieux que de pouvoir exporter au maximum des capacités dont il dispose, ce qui ne peut que contribuer fatalement au maintien des prix à un bas niveau, l'offre mondiale de pétrole excédant la demande. Si "choc pétrolier" il y a, il n'est dû qu'à une chose, et une seule, qui alimente la spéculation des vautours du marché mondial : l'embargo décrété par les grandes puissances sur les exportations irako-koweïtiennes de pétrole ! Ainsi, ceux qui ameuvent les opinions publiques de leurs pays contre le fauteur d'inflation mondiale que serait Saddam Hussein mystifient-ils tout bonnement les consommateurs. Il ne tient qu'à eux de ramener les prix pétroliers à leur niveau antérieur, en levant immédiatement le blocus imposé à l'Irak.

VI. LES GOUVERNEMENTS IMPERIALISTES, celui de Washington en particulier, savaient que des temps difficiles sur le plan économique les attendaient. Pour la récession dont les signes s'accroissent inexorablement aux Etats-Unis depuis bien avant la crise du Golfe, comme pour les politiques d'austérité que plusieurs gouvernements européens s'efforcent de mettre en vigueur, la récente crise du Golfe offre un prétexte inespéré. Les déboires des économies capitalistes, comme ceux des économies étatisées en voie de privatisation, sont désormais imputés à Saddam Hussein, accusé de faire flamber les prix. Des sacrifices sont exigés des travailleurs des pays impérialistes, au nom de la croisade que mènent leurs gouvernements. Comble de la fourberie : il leur est demandé de se serrer la ceinture, au moment où des milliards sont dilapidés pour mettre l'Irak à genoux ; les dépenses sociales sont réduites, mais les dépenses militaires restent intactes, quand elles n'augmentent pas. La parade a été trouvée pour rejeter les pressions qui, arguant de la détente dans les rapports internationaux, exigent la réduction drastique des budgets militaires.

VII. L'OBJECTIF IMMEDIAT de l'intervention impérialiste est double : le rétablissement et la consolidation de l'ordre impérialiste dans la région du Golfe, et la neutralisation ou la destruction du potentiel militaire irakien qui menace aujourd'hui cet ordre établi

depuis des décennies. L'impérialisme mondial a un intérêt évident et considérable à maintenir les monarchies pétrolières qu'il a créées ou contribué à créer dans cette partie du monde. Ces Etats ou mini-Etats disposent, en effet, de ressources bien supérieures à leurs possibilités d'investissement dans leurs pays sous-peuplés et désertiques en grande partie, quand ils ne sont pas exigus. Leurs revenus pétroliers deviennent ainsi, pour une large part sinon la plus grande, des "surplus de capitaux". Loin d'être mis à la disposition des populations de cette région où, comme ailleurs dans le tiers monde, sévissent la misère et le chômage, ces capitaux "excédentaires" sont placés dans les économies impérialistes sous forme de dépôts bancaires, d'achats immobiliers ou de prises de participation. Ils servent même à financer les budgets impérialistes, tels que le budget américain avec son énorme déficit accumulé, par l'achat de bons du Trésor.

VIII. LES MINI-ETATS PETROLIERS que sont le Koweït, les Emirats arabes unis (EAU) et le Qatar sont, à l'origine, autant de relais établis par l'empire britannique sur les flancs de la péninsule arabe depuis le siècle dernier. La découverte des richesses pétrolières que recèle leur sous-sol a conduit l'impérialisme britannique à y établir des "Etats", dont les frontières correspondaient à l'étendue des concessions pétrolières accordées par Londres aux compagnies impérialistes. Il s'agissait ainsi de séparer ces richesses des régions peuplées adjacentes dont elles ne se distinguaient pas auparavant. Les tribus qui s'y étaient installées se trouvèrent ainsi dans une position privilégiée, bénéficiant des royautés — minimales au départ — que leur versaient les compagnies. Du même fait, ces tribus se trouvaient entièrement dépendantes de la protection impérialiste et leurs réserves pétrolières sous bonne garde. A son "indépendance" en 1961, le Koweït ne comptait que 300 000 habitants ; les Emirats arabes unis "indépendants" en 1971 en comptaient 180 000 et le Qatar, la même année, encore moins. Ces populations étaient déjà largement composées d'immigrés exclus des bénéfices réservés aux "autochtones".

Le boom pétrolier à partir de 1974 a abouti à un afflux massif de travailleurs immigrés, dont la proportion a atteint 60 % de la population au Koweït et 75 % dans les EAU. Ces immigrés y résident dans des conditions très précaires, soumis à toutes sortes de brimades et de discriminations. Une majorité d'entre eux, notamment les travailleurs d'Asie du Sud et du Sud-Est, sont là uniquement à titre temporaire. Les "autochtones" eux-mêmes ont d'ailleurs très inégalement accès aux richesses de l'Etat et à l'exercice de droits politiques, quand ils existent (10 % seulement des citoyens koweïtiens jouissent d'un droit de vote, bien symbolique du reste).

La notion de droit à l'autodétermination, lorsqu'elle s'applique à la minorité privilégiée que sont les citoyens de ces Etats, en excluant la majorité de ceux qui y résident et y travaillent, est une pure mystification. Il ne s'agit pas de la liberté des "autochtones" de vivre comme bon leur semble. Il s'agit en fait de leur liberté de jouir seuls des richesses que recèle le sous-sol de leur Etat, d'en priver leurs travailleurs et les populations adjacentes et de recycler les revenus "excédentaires" qui en résultent dans les économies impérialistes. Mais en tout état de cause, quel que soit le point de vue sur l'applicabilité du droit à l'autodétermination dans ces cas particuliers et limites, ce droit signifie d'abord et avant tout que c'est aux peuples de la région de régler leurs propres problèmes, sans des interventions extérieures qu'ils rejettent massivement.

IX. L'INVASION et l'annexion du Koweït par l'Irak ne sauraient donc être jugées à l'aune formelle du "droit international", fondé sur la division du monde par les grandes puissances. Du point de vue marxiste révolutionnaire, cette question relève de l'analyse politique et sociale de l'événement et de ses enjeux réels. Or, la dictature tyrannique de Saddam Hussein n'est en rien l'expression de la volonté du peuple irakien, ni la représentante de ses intérêts véritables. Ce régime bourgeois bureaucratique, fondé sur la liquidation physique du mouvement ouvrier organisé et de toute opposition politique, ainsi que sur une guerre d'extermination permanente contre le peuple kurde, a entrepris d'annexer le Koweït pour la poursuite de

ses propres objectifs expansionnistes. L'invasion du Koweït par l'Irak s'inscrit dans la continuité de la même logique qui a naguère poussé Saddam Hussein à envahir le sol iranien ; c'est pourquoi nous la condamnons. La nouvelle invasion est d'ailleurs à bien des égards la conséquence directe de la précédente : sorti exsangue sur le plan économique de sa longue et folle aventure guerrière contre l'Iran, le despote irakien n'avait d'autre choix que de renoncer à ses moyens militaires et à ses ambitions, et donc de courir à sa perte, ou de fuir en avant en faisant main basse sur le Koweït.

X. LA FAÇON MEME dont le Koweït a été annexé illustre bien le type de politique dont cet acte est la continuation. L'invasion du Koweït par l'armée de Saddam Hussein s'est déroulée à la manière d'une occupation et non d'une libération. Elle a entièrement méprisé les travailleurs et résidents locaux, aussi bien les Arabes que les autres, plaçant ses propres hommes à toutes les commandes. Elle s'est accompagnée de viols, de rapines, profitant en particulier aux privilégiés de l'appareil de la dictature, et d'un transfert massif de biens en Irak. Le recours même du pouvoir irakien à une prise d'otages à grande échelle est un choix révélateur de son propre cynisme que ne peut justifier celui des impérialistes.

La mainmise de la tyrannie baassiste de Bagdad sur les richesses du Koweït ne saurait bénéficier aux travailleurs et aux populations de l'Irak et du Koweït. Elle ne pourrait servir qu'à accroître les privilèges de la coterie personnelle de Saddam Hussein et à alimenter ses projets de mégalomanie, ainsi que ses ambitions. Il est donc impossible du point de vue des travailleurs de s'identifier aux actes du tyran irakien et de soutenir son occupation du Koweït.

XI. DE MEME, la bataille de récupération menée par l'émir du Koweït est encore moins la nôtre, même si l'on faisait abstraction de l'intervention impérialiste à ses côtés. Entre le despote irakien et le potentat koweïtien, les travailleurs ne sauraient prendre parti. Leurs intérêts sont piétinés par l'un comme par l'autre. La revendication du retrait irakien du Koweït faite par l'émir et ses protecteurs, au nom du "droit international", sert aujourd'hui de justification à la présence des troupes impérialistes dans la région, d'autant plus que leurs gouvernements s'affirment prêts à les retirer aussitôt que l'Irak aura retiré les siennes du Koweït. Elle légitime l'embargo décrété contre l'Irak comme moyen prétendument "pacifique" de forcer le respect du "droit international".

XII. FACE A l'impressionnante intervention impérialiste dans la région du Golfe, face au blocus de l'Irak imposé par les puissances impérialistes avec l'aval des bureaucraties de Moscou et de Pékin, la tâche centrale de toutes les forces anti-impérialistes est de tout mettre en œuvre pour mettre fin à cet étranglement. Outre l'hypocrisie des prétentions des impérialistes et de leurs alliés, il ne fait aucun doute à nos yeux que le même dispositif qui sert aujourd'hui à asphyxier l'Irak et qui s'appête à lui asséner un coup dévastateur servira demain à d'autres blocus et à d'autres agressions contre de vraies révolutions populaires et contre quiconque osera défier l'ordre impérialiste mondial. En ce sens, nous nous opposons sans la moindre hésitation à toute action impérialiste contre l'Irak, indépendamment de la nature de son régime. Nous sommes pour le retrait immédiat et inconditionnel des forces impérialistes et de leurs supplétifs d'Arabie saoudite des côtes du Golfe, pour le retrait immédiat et inconditionnel des flottes impérialistes des eaux du Golfe, de ses abords et de la mer Rouge. En cas d'affrontement armé, nous sommes inconditionnellement pour la défaite des troupes impérialistes. Nous sommes pour la cessation immédiate et inconditionnelle du blocus imposé aux populations de l'Irak et du Koweït, pour la libération sans condition des avoires irakiens gelés dans les pays impérialistes et pour la cessation des brimades imposées aux ressortissants irakiens à l'étranger. Nous nous employons à mettre sur pied de toute urgence un mouvement anti-guerre international le plus large possible. Le degré de collusion avec l'impérialisme atteint par les bureaucrates du Kremlin impose aux révolutionnaires de redoubler leurs efforts. Il faut empêcher l'impérialisme de dicter sa loi aux peuples du monde. ★

Les mobiles du crime

CE MASSACRE n'est pas fortuit. Selon le Centre d'information alternatif de Jérusalem : « Il ne fait aucun doute que les tirs dans la foule sur la colline du Dôme du Rocher ne résultaient pas du prétendu besoin des policiers de se défendre et de protéger les fidèles juifs rassemblés devant le Mur des Lamentations, comme l'a déclaré le ministre de la Police, Roni Milo. Il s'agit, en fait, d'une attaque préméditée de la part des policiers, avec l'intention de tuer. Elle répond à la pression continue de la droite, qui appelle à éliminer brutalement l'Intifada dans un bain de sang et à déporter des milliers d'activistes ».

Un nouveau massacre

Comme la précédente tuerie de Rishon-le-Zion, le 20 mai 1990 (voir *InpreCOR* n° 310 du 1er juin 1990), le nouveau massacre — plus grave encore, non seulement à cause du nombre beaucoup plus élevé des victimes, mais aussi par ce qu'il a été commis par les forces de l'"ordre" et non par un "forcené" — n'a pas manqué d'embraser l'ensemble du peuple palestinien, de part et d'autre du Jourdain. En Cisjordanie et à Gaza, contrairement au 20 mai, l'Intifada était en pleine activité, stimulée notamment par la solidarité des Palestiniens avec l'Irak et par leur indignation face à l'hypocrisie des Etats-Unis et de leurs alliés volant au secours du "droit international" lorsqu'il s'agit du Koweït. En Jordanie également, et pour les mêmes raisons, les populations palestiniennes et jordaniennes étaient en état de mobilisation.

Le massacre du 8 octobre a eu pour conséquence immédiate l'entrée en effervescence du mouvement de masse sur l'ensemble de ces territoires, confirmant ainsi la synchronisation croissante, depuis Rishon-le-Zion, entre les luttes populaires en Jordanie et en Palestine.

La nouvelle tuerie va aussi contribuer à radicaliser l'opinion publique dans l'ensemble de la région arabe, qui ne manquera pas de faire le lien qui s'impose avec

Le pouvoir israélien a choisi le 8 octobre 1990, pour perpétrer à Jérusalem, sur l'esplanade des Mosquées, la plus vaste tuerie commise depuis l'invasion des territoires occupés, en 1967. Plus de 20 morts et une centaine de blessés graves, tous Palestiniens : telle est la conséquence de la rage meurtrière des forces sionistes.

Salah JABER

l'étranglement impérialiste de l'Irak. En témoigne l'embarras évident des gouvernements arabes engagés dans l'effort de guerre occidentale — y compris le gouvernement koweïtien en exil — qui se voient tous obligés de demander avec insistance à Washington de ne pas faire preuve, pour une fois, de complaisance à l'égard d'Israël. Il en va de la possibilité même, pour eux, de continuer à participer au dispositif anti-irakien.

Le malaise visible des Etats-Unis

En tout état de cause, ce massacre compliqué singulièrement la tâche de l'Administration américaine face à l'Irak. Il hypothèque lourdement l'option militaire mise au point par le Pentagone et pour laquelle la Maison Blanche attendait le moment propice. L'imbrication des problèmes est telle, malgré les tentatives des va-t-en-guerre contre l'Irak de la nier, que Washington est aujourd'hui obligé de réagir vigoureusement à cette tuerie, sous peine de compromettre gravement ses possibilités d'action dans le Golfe. Or, c'est là un véritable dilemme pour Bush : affronter le puissant lobby pro-israélien aux Etats-Unis, à un mois des élections législatives, est une entreprise périlleuse, surtout qu'il survient en pleine période de déboires budgétaires.

La question qui se pose, dès lors, est de savoir pourquoi le gouvernement sioniste actuel, celui de la droite et des faucons, a commis ce massacre. Car tout semble indiquer, comme l'affirment nos correspondants à Jérusalem, qu'il s'agissait bel et bien d'un acte prémédité. La seule explication possible — d'ailleurs conforme à ce dont sont capables les jusqu'au-boutistes de la droite israélienne — est la politique du pire.

Depuis le début de la crise du Golfe, en effet, les dirigeants israéliens se voient

avec appréhension, de plus en plus, désignés comme ceux qui handicapent politiquement l'Occident impérialiste au Moyen-Orient. De toutes parts, on leur fait savoir qu'après l'Irak, ils seront à leur tour mis à l'amende, de façon beaucoup plus bénigne, certes. A leur

grande irritation, Mitterrand a remis sur le tapis l'idée de la Conférence internationale pour un règlement global du conflit israélo-arabe. Le comble, pour le gouvernement Shamir, a été de voir Bush lui-même emboîter le pas au président français devant l'Assemblée générale des Nations-Unies, en déclarant, le 1er octobre, qu'un retrait irakien inconditionnel du Koweït permettrait de « régler le conflit qui oppose les Arabes à Israël ».

Nul ne doute que la tuerie de Jérusalem a un rapport direct avec ces déclarations, fortement déplaisantes pour les dirigeants sionistes. Il s'agit, pour ces derniers, d'obliger le parrain américain à considérer que les Palestiniens sont dans la même tranchée que Saddam Hussein, et de couper court au parallèle établi entre leur occupation et leur annexion de territoires arabes et celle du Koweït par l'Irak. En fait, les dirigeants sionistes s'apprentent ainsi à mettre à profit l'affrontement qu'ils souhaitent entre l'Irak et le camp impérialiste, pour lancer un assaut général contre les Palestiniens et provoquer leur exode massif (le "transfert", selon l'expression consacrée en Israël). Ils profiteraient ainsi à la fois de la sécurité sans précédent que leur offre la présence américaine massive dans la région, et de la neutralisation de l'ennemi qu'ils craignent le plus aujourd'hui, l'Irak.

L'intervention impérialiste au Moyen-Orient prend le caractère d'une offensive réactionnaire globale contre les peuples arabes. Aujourd'hui, la solidarité réelle avec le peuple palestinien est inséparable de la lutte pour le retrait immédiat et inconditionnel des forces impérialistes de l'ensemble de la région. ★

10 octobre 1990

